

Savoir pour pouvoir

AREZKI DERGUINI



■ Insécurité routière : comment la réduire à défaut de l'éradiquer ?

CHERIF ALI



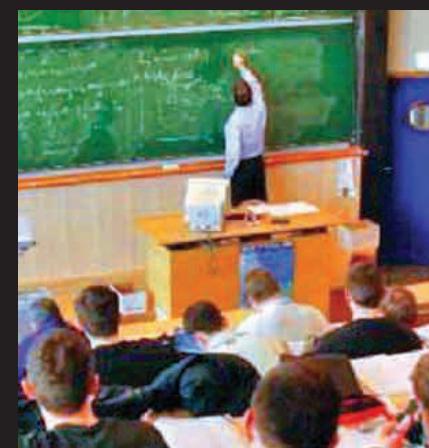
P. 4 à 9

Le Quotidien Edition Nationale d'Information

D'ORAN

■ Réflexions sur la retraite à 70 ans pour les enseignants de l'université

MOHAMED BENHALIL



■ Hors contrôle

BRAHIM CHAHED

■ Livres : errances

BELKACEM AHcene-Djaballah

■ La nouvelle guerre de l'information ou «La vérité si je mens»

DJAMEL LABIDI



■ L'IMPOSTURE TOTALITAIRE À L'AUNE DE LA DUPlicité DIALECTIQUE

■ Lorsque les médias occidentaux jettent une lumière crue sur des vérités trop longtemps dissimulées

MOHAMED BENSALEM

Université La formation d'ingénieurs privilégiée



A. Zerzouri

Lycée spécialisé dans les mathématiques, importance accrue aux filières scientifiques en matière d'encadrement, le système éducatif algérien a pris conscience de la dégradation du niveau des élèves dans ces filières et a mis en œuvre, ces dernières années, des mesures pour relever le niveau scolaire dans les matières mathématiques, techniques et scientifiques d'une manière générale. Et, forcément, ces actions auront leurs effets dans le palier supérieur, en l'occurrence les études universitaires, où l'ambition est de faire mieux en matière de formation d'ingénieurs, notamment.

C'est ce qui a été affirmé, hier matin, par M. Djamel Boukezzata, directeur général de la formation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Les soucis majeurs du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visent à satisfaire le marché de travail, maintenir une dynamique d'échange entre l'université et le secteur socioéconomique, soit former utile. Et cela ne se réalisera que «par la concentration des efforts sur la formation d'ingénieurs», a précisé M. Boukezzata lors de son intervention dans l'émission «l'Invité de la Rédaction» de la Chaîne 3 de la radio algérienne. Il a annoncé, dans ce contexte, qu'à partir de la prochaine rentrée universitaire, «les formations d'ingénieurs seront ciblées». Le choix, poursuit-il, «est porté sur plusieurs spécialités, à savoir la mécatronique, le génie biomédical, les télécoms, la sécurité informatique». Selon le même responsable, ces mesures répondent à un impératif de la réalité socioécono-

mique. Des métiers disparaissent, d'autres émergent, dira-t-il. Ce qui oblige à réviser la carte de formation. «Avec l'avènement de l'intelligence artificielle, 85% des métiers futurs restent inconnus, d'où l'urgence d'anticiper et mettre en place des offres de formation construites entre nos universités et les acteurs économiques», prévient-il. Ajoutant que les formations en sciences humaines et sociales ont la part du lion au sein de nos universités, en termes de nombres et de diversifications, c'est ce que recensent les statistiques. Et, il est impératif, donc, de «réaliser l'équilibre dans les spécialités technologiques à travers la création de plusieurs écoles». L'institut de la Radio algérienne annonce qu'en vue de former les élites dans ces matières, le pôle de Sidi Abdellah va accueillir l'année prochaine l'Ecole nationale supérieure dédiée aux technologies avancées. «Il s'agit d'un résultat d'une fusion de deux établissements : l'Ecole supérieure des sciences appliquées d'Alger et l'Ecole nationale supérieure de technologie», explique-t-il. Autre cas d'application de cette fusion, note Djamel Boukezzata, au niveau de la ville universitaire d'Annaba, l'Ecole supérieure des technologies industrielles et l'Ecole nationale supérieure des mines et de métallurgie, pour donner naissance à l'Ecole des métiers d'ingénieur. M. Boukezzata révèle qu'il y aura prochainement le lancement de quatre parcours de formation exclusivement destinés aux bacheliers en technique mathématique, notamment le génie civil, le génie électrique, le génie mécanique, le génie des procédés, au niveau de trois universités : Blida 1, Sétif 1 et Université des Sciences et Technologies d'Oran (USTO).

Rentrée scolaire 2022-2023 30 juin dernier délai pour la distribution des livres scolaires

Le ministère de l'Education nationale a fixé la date du 30 juin comme dernier délai pour la distribution des livres scolaires à tous les établissements éducatifs, au profit des trois cycles d'enseignement (primaire-moyen-secondaire), en prévision de la prochaine rentrée scolaire, selon une circulaire du ministère.

Selon la circulaire relative à la distribution des livres scolaires aux établissements éducatifs au titre de l'année scolaire 2022-2023 du 14 mai, les directeurs de l'Education à travers les wilayas sont tenus de veiller au bon déroulement de cette opération et de «garantir la distribution des livres scolaires à l'ensemble des établissements éducatifs pour les trois cycles d'enseignement et ce avant la date du 30 juin 2022».

L'Office national des publications scolaires (ONPS) est chargé d'assurer, par le biais des centres régionaux de distribution de document pédagogique (CRDDP), «la disponibilité des livres scolaires en quantité suffisante et de veiller à leur distribution à tous les établissements scolaires, avant la date précitée».

Le ministère tend à travers cette démarche à garantir «aux élèves issus de familles démunies le livre scolaire à titre gracieux», en sus de permettre aux élèves scolarisés d'acquérir ce support pédagogique auprès des établissements d'enseignement au moment opportun.

Les directeurs des établissements éducatifs doivent se conformer «au calendrier fixé et convenu entre les services des directions de l'Education et les CRDDP, lors de la ré-

ception des livres scolaires destinés à leurs établissements éducatifs, dans le respect des délais fixés». Après l'accord du Premier ministre, il a été décidé de la consécration, à partir de l'année scolaire, «d'une prime forfaitaire» en faveur des encadreurs de l'opération de vente de livres scolaires au niveau des établissements éducatifs, prise en charge par l'ONPS.

Le ministre de l'Education, Abdellah Belabed avait annoncé récemment «la création d'une allocation de vente des livres scolaires, dont les détails seront annoncés ultérieurement», soulignant l'impératif d'un suivi «minutieux et direct» de l'opération de distribution et de vente de ce livre en vue de permettre «à nos élèves d'en bénéficier avant la prochaine rentrée scolaire».

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Les bases de la transition énergétique

Et si l'Algérie possède les ressources humaines adaptées à la nouvelle vision énergétique ? Pas assez. L'ex-ministre de la Transi-

A u moment où l'Algérie s'engage sur la voie des énergies renouvelables, des experts préviennent qu'il existe encore des problèmes en amont qui doivent trouver solutions en parallèle à cet emballement. Faute de quoi, tout ne serait qu'envouement par la dynamique en cours dans plusieurs pays, qui s'inscrit sur le registre de la préservation de la nature et est considéré, surtout, comme ressource énergétique renouvelable pour remplacer le plus rapidement possible des énergies fossiles dont il manquent affreusement. Un manque qui a réduit leur liberté d'action dans leur soutien à l'Ukraine face à la Russie, qui approvisionne l'Europe en gaz à hauteur de 40%. Certes, comme le soulignent les spécialistes, grâce à un ensoleillement annuel moyen évalué à 3000 heures, avec un territoire composé de 86% de désert saharien et par son positionnement géographique, l'Algérie possède le champ solaire le plus important au monde, qui doit bien servir ses intérêts dans l'avenir, mais est-ce pour autant une raison d'y aller à la même vitesse que des pays importateurs d'énergie fossile, qui n'ont pas d'autres options que de chercher à s'affranchir de cette dépendance aux pays producteurs/exportateurs de pétrole et de gaz ? Les ENR sont l'avenir, mais dans le temps présent, il s'agit de veiller à mettre en place des bases solides pour assurer la transition énergétique carbonée vers le renouvelable, de la manière la plus sûre. Il s'agit de la sécurité énergétique du pays dans trente ans ou plus, le temps d'arriver à l'épuisement des énergies fossiles, et garantir la compétitivité de l'énergie solaire, sur laquelle mise le pays.

Et de son côté, l'expert dans le domaine énergétique, Pr. Abdelmadjid Attar, a souligné par la même occasion que la transition énergétique est «une solution qui reste insuffisante sans alternatives économiques», insistant sur «l'importance de créer des ressources nouvelles agricoles, minières, touristiques et de services». L'Algérie a bien commencé à parler des ENR depuis deux décennies, sans avoir mis en œuvre les moyens de cette politique énergétique. Il y a, donc, beaucoup à faire sur le chemin des ENR.

Energie

Arkab reçoit une mission d'experts allemande

Le ministre de l'Energie et des Mines Mohamed Arkab, a reçu mercredi à Alger, une mission d'experts allemande, qui effectue une visite en Algérie pour échanger sur les conditions et modalités de mise en oeuvre de l'accord intergouvernemental signé entre l'Algérie et l'Allemagne, portant sur l'élargissement de la coopération technique et financière aux secteurs de l'énergie, la santé et le climat.

Cette rencontre s'est tenue au siège du ministère de l'Energie et

des Mines en présence du groupe d'experts algérien chargé du projet, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cet accord signé en décembre 2021, porte notamment sur le projet de technologie et développement socio-économique dans les énergies renouvelables et de l'hydrogène vert qui fait l'objet d'un financement du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, et sera réalisé en colla-

boration avec l'Agence de coopération allemande «Deutsche gesellschaft für internationale Zusammenarbeit» (GIZ).

Lors cette rencontre, M. Arkab a souligné l'importance accordée à la coopération algéro-allemande dans le domaine des technologies nouvelles, notamment l'hydrogène vert, et la volonté de l'Algérie de concrétiser cette coopération par la réalisation de projets communs mutuellement bénéfiques, selon le communiqué.

Céréales : les stocks stratégiques suffisants



El-Houari Dilmi

Il est attendu une production de 2,2 millions de tonnes de céréales, à l'issue de la saison agricole en cours, surtout au niveau des wilayas de l'est du pays, favorablement impactées par les importantes précipitations venues au moment opportun», a indiqué, hier mercredi, le directeur de la Régulation et du Développement agricole au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Zoubar Ali. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Zoubar Ali, a déclaré que «pour la première fois, des commissions locales ont été installées, avec la participation du ministère de l'Intérieur, chargées de la collecte de la production agricole, au titre de la campagne moissons-battages en cours», a-t-il affirmé. «Ces mêmes commissions locales sont également chargées de recenser les agriculteurs et fixer les points de collecte et de stockage», précisant qu'à ce jour, 505 points de collecte sont opérationnels durant toute la campagne moissons-battages avec plus de 10.000 moissonneuses-batteuses mobilisées dont plus de 1.000 appartiennent aux coopératives agricoles».

Le directeur de la Régulation et du Développement agricole au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a également indiqué que «la vision anticipatrice des autorités publiques a permis, à l'Algérie, de non seulement rester loin de la

crise alimentaire vécue dans le monde, mais aussi de mieux gérer l'augmentation des prix des matières alimentaires de base sur les marchés mondiaux et la décision de certains pays de suspendre les exportations de blé», a-t-il souligné. «La mise en place d'un cahier des charges souple a permis à notre pays de procéder aux importations de blé au moment opportun afin de reconstituer les stocks stratégiques qui restent suffisants pour faire face aux risques liés à la sécurité alimentaire mondiale pour une durée de six mois», a-t-il rassuré. L'invité de la Radio a également indiqué qu'en prévision de l'Aïd el-Adha, «décision a été prise, pour la première fois, de soutenir les éleveurs dans toutes les wilayas du pays, contrairement à ce qui se faisait auparavant puisque 28 wilayas steppiques, seulement, bénéficiaient du soutien de l'Etat». Cette année, «le programme de soutien aux éleveurs se matérialise par l'augmentation de la ration d'orge de 300 à 600 grammes par jour pour chaque brebis», a-t-il souligné.

Au sujet d'un retour à la normale en matière des prix des fruits et légumes, le représentant du ministère de l'Agriculture a indiqué que «l'offre constatée dans les marchés des fruits et légumes est le résultat des mesures prises à l'initiative du chef de l'Etat, notamment en matière de lutte contre la spéculation qui s'est favorablement répercute sur les prix», a-t-il conclu.

Réunion aujourd'hui du Conseil des ministres

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, présidera jeudi une réunion spéciale du Conseil des ministres, consacrée à l'examen et au débat du projet de la nouvelle loi relative à l'investissement, indique mercredi un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, présidera, jeudi, une réunion spéciale du Conseil des ministres consacrée à l'examen et au débat du projet de la nouvelle loi relative à l'investissement», lit-on dans le communiqué.

Chanegriha Déjouer «les manœuvres qui visaient à plonger le pays dans le chaos»

Le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a affirmé, mercredi à Constantine, que «le peuple algérien uni» est «assez lucide» pour comprendre «les conspirations qui se tramont contre lui», saluant sa «clairvoyance» qui lui ont permis de déjouer «toutes les manœuvres qui visaient à plonger le pays dans le chaos» et à «mettre en péril son unité territoriale et populaire», indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Soucieux de préserver cette souveraineté et cette indépendance, dont nous nous apprêtons à célébrer le 60e anniversaire de leur recouvrement, le peuple algérien uni, fidèle à lui-même, et imbu de ses valeurs nationales, est assez lucide pour comprendre, sous tous leurs angles, les conspirations qui se tramont contre lui, aussi bien dans la sphère publique que privée», a souligné le Général de Corps d'Armée, lors d'une rencontre avec les cadres et personnels de la 5e Région militaire. Lors de cette rencontre suivie par

visioconférence par l'ensemble des unités de la Région, le Chef d'Etat-Major de l'ANP a soutenu que «c'est ainsi qu'il (le peuple algérien) a pu déjouer, avec sagesse et clairvoyance, toutes les manœuvres qui visaient à plonger le pays dans le chaos, à mettre en péril son unité territoriale et populaire et à saper les fondements de l'Etat-nation, et ce, au service d'agendas et d'objectifs obscurs», affirmant qu'«il s'agit là d'une preuve indéniable de la cohésion de notre peuple, toujours éveillé aux manigances de ces ennemis».

Raiña Raïkoum

Par Amine Bouali

On raconte que lors d'un vendredi que Dieu fait, un personnage haut en couleur comme on en rencontre parfois dans notre

L'ivrogne, ce que dit le cœur et ce que dit la bouche

de s'interroger si dans la vie, il est plus enclin à pardonner qu'à sévir, si en toutes circonstances, il écoute d'abord ce que dit le cœur plutôt que ce que dit la bouche. Des di-

pays, osa franchir le seuil de la mosquée de son village alors qu'il était très éméché. Il fit d'abord un peu de scandale, puis très impressionné par le sermon de l'imam et trouvant ses paroles pleines de sagesse, de bonté et d'amour, il versa spontanément beaucoup de larmes, puis s'écria à la cantonade : «Vive Dieu !»

Cette anecdote un peu loufoque qu'on dit vérifique peut faire sourire les uns et offusquer les autres : tout dépend du sens de l'humour de chacun, de son ouverture d'esprit, de la texture de sa personnalité et de sa foi. Nous laissons chacun libre d'en tirer la morale qu'il souhaite (ou qui lui ressemble), de se demander si en toutes choses, il s'attarde davantage sur le fond que sur la forme,

zaines et des dizaines d'années plus tard, lorsqu'ils se croisent au sortir de la mosquée, les habitants les plus âgés du village se remémorent encore cette anecdote. Ils le font moins pour rire que pour méditer. Ils le font pour ne pas offenser leur Seigneur en croyant Le servir. Ils le font pour ne pas oublier que chaque instant qui passe est en même temps une chance et un risque, pour se souvenir que rien n'est jamais acquis ou perdu définitivement. Ils le font pour rester humbles, conscients de ce qu'ils ne savent pas et de leurs limites.

«L'humilité consiste aussi à reconnaître que n'importe quelle créature dans l'univers est susceptible de nous enseigner ce que nous ignorons» (Djalâl-Eddine Rumi).

En l'espace d'une semaine Sept éléments de soutien aux terroristes arrêtés

Sept (07) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, alors que des tentatives d'introduction d'immenses quantités de drogues, à travers les frontières avec le Maroc s'élevant à 15 quintaux et 11 kilogrammes de kif traité, alors que 22 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 25 kilogrammes de la même substance et 190.067 comprimés psychotropes lors de diverses opérations exécutées à travers les autres Régions militaires».

Ainsi, dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP «ont arrêté 7 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis qu'un autre détachement a récupéré, à Illizi, deux (02) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et une quantité de munitions. De même, deux (02) bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites à Batna et Bouira», précise la même source.

En matière de lutte contre la criminalité organisée et «en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays», des détachements combinés de l'ANP «ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2ème et 3ème Régions militaires, 14 nar-

cotrafiquants et déjoué des tentatives d'introduction d'immenses quantités de drogues, à travers les frontières avec le Maroc s'élevant à 15 quintaux et 11 kilogrammes de kif traité, alors que 22 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 25 kilogrammes de la même substance et 190.067 comprimés psychotropes lors de diverses opérations exécutées à travers les autres Régions militaires».

Par ailleurs, les services de la Gendarmerie nationale d'Oran «ont appréhendé un individu, découvert un atelier de réparation d'armes à feu et récupéré 4 fusils de chasse, 2 fusils à pompe, 16 fusils de confection artisanale, ainsi que des parties et des pièces de recharge pour armes à feu et d'autres outils utilisés dans la réparation et la maintenance des armes».

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam, Djanet et Tindouf, des détachements de l'ANP «ont intercepté 202 individus et saisi 26 véhicules, 219 groupes électrogènes, 139 marteaux piqueurs, 55 détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et des équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 46 tonnes de mélange d'or brut

et de pierres, tandis que 3 autres individus ont été appréhendés et 4 fusils de chasse, 3.000 cartouches, 62.300 paquets de tabacs, 31.204 unités de diverses boissons et 42,5 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande ont été saisis à Ouargla, El-Oued, Biskra, Adrar, Tébessa et Bordj Badji Mokhtar».

Pour leur part, des Garde-frontières «ont déjoué des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 13.592 litres à Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras».

Dans un autre contexte, les Garde-côtes «ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 86 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 147 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national».

Ces opérations s'inscrivent dans la «dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme», ont abouti à des «résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», souligne le communiqué.

Savoir pour pouvoir

Par Arezki Derguini

1re partie

La lecture de la réflexion suivante : « un point de convergence entre la science et la politique est leur prétention à l'autorité : la première entend parler au nom de la nature, la seconde entend gouverner au nom du peuple »^[1], me rappela une certaine harangue du politique à l'égard des sciences sociales en Algérie. La prétention des deux autorités politiques et scientifiques à parler au nom de la société ne se pose pas dans les mêmes termes que dans les sociétés industrielles. Quoique dans les sociétés industrielles la dispute ne soit pas absente, même quand la Science ne penche pas à gauche et le Politique à droite. On entend souvent des politiques accuser les sciences sociales de justifier des comportements déviants qu'elles s'efforçaient d'expliquer. Les tenants de celles-ci doivent alors se défendre et aller répétant qu'expliquer n'est pas justifier. Ils font de ce propos alors une revanche. Le reproche du politique est plus profond que cela dans les sociétés postcoloniales.

On peut expliquer ce mépris du politique à l'égard des sciences sociales « locales » par l'existence d'une « intuition » politique qui ne reconnaît pas de légitimité à un travail scientifique dont l'authenticité est douteuse, parce que dépendant d'autorités extérieures dont l'histoire a révélé la partialité. Ici, la légitimité du travail scientifique n'est pas acquise. Il n'est pas rare aujourd'hui qu'un chercheur occidental en pays non occidental se fasse traître d'espion, soit renvoyé du pays ou emprisonné. C'est que l'autonomie relative de la recherche/du savoir acquise là-bas, ne l'est pas ici. Parler d'indépendance, de la recherche, de la presse, etc., comme on en parle dans les sociétés de classes qui l'ont conquise par rapport à une classe dominante n'est pas une vérité générale. C'est de dépendances et d'indépendances qu'il faut parler. Parler aujourd'hui d'indépendance c'est désinformer, cacher les dépendances d'où est tirée cette indépendance. Indépendance à quoi ? À tout ? Invraisemblable. Ce qui importe c'est de qui et de quoi l'on dépend, à qui et à quoi l'on veut être associé, pour différer de qui et de quoi.

Cela étant dit, ce qui nous importe ensuite de savoir, c'est sur quel savoir se base donc l'autorité politique pour administrer le pays ? Le débat n'explicitera pas ces termes. Il ne l'envisagera pas non plus. Probablement à raison. Par contre, ce qui ne peut être justifié, c'est qu'une telle « intuition » ne soit pas approfondie, éprouvée jusqu'à produire une conviction, puis une doctrine/théorie qui puissent diriger l'action politique et lui permettre d'être évaluée. Une expérience s'est écoulée au cours de laquelle cette intuition s'est traduite dans des politiques, des comportements. Elle peut donc être évaluée. Elle ne peut se contenter de constater l'absence d'autonomie du savoir, elle doit montrer ce à quoi elle s'est attachée et ce qui en est résulté. Il faut que le politique et les sciences sociales puissent parler au nom de la société chacun de son côté, que pouvoir et savoir puissent se différencier et s'accumuler. C'est un peu dans cette voie que ce papier voudrait s'engager.

Car si les sciences de la nature ont la prétention de parler au nom de la nature (ou de faire dire à la nature ce qu'elles disent d'elle^[2]), on peut en dire autant, et sans exagération, des sciences sociales. Elles ne sont des « sciences » que parce qu'elles arrivent à parler au nom de la société, font dire à la société ce qu'elles disent d'elle. Du reste, les politiques, tel que la politique est conçue par le rationalisme, sont instruits par les scientifiques, ils doivent ensuite composer avec les désirs, les volontés de la société qui les a légitimés. Autrement dit, à la Science la production des éléments de l'offre politique, à la société la demande et au politique la confection de l'offre qu'aujourd'hui la globalisation ne lui concède pas dans son cadre traditionnel. Ce rapport de la Société, de la Science et du Politique dérive de la dichotomie naturaliste qui oppose nature et société, la première étant livrée à des lois objectives, à la nécessité que la Science a pour objet, la seconde à la liberté que la Politique a pour objet.

On a tort de ne pas voir que le rationalisme qui est à l'origine des révolutions industrielles, mais aussi de l'essoufflement actuel de la démocratie représentative et de la crise climatique, a pour dérivé politique l'autoritarisme, qu'il est à l'origine des dictatures dans les pays non industrialisés. Il est ce qui par la Science sépare la société de la politique. La cosmologie^[3] du rationalisme, la cosmologie qui s'est imposée avec l'avènement de la Science, entérine le dualisme de la Nature et de la Société, la Nature obéissant à des lois objectives et la Société à ses propres lois. L'autoritarisme s'exprime sans hiérarchies dans les sociétés postcoloniales, quoique



que s'efforcent de retenir sa violence. Il résulte du fait que la dissociation Nature Société n'y est pas fonctionnelle, la différenciation entre humains et non humains étant comme inaccomplie. Et aussi du fait que la société dirigeante n'a pas de contrepoids politique, où le politique n'a pas le temps de composer avec la société, où la démocratie est un luxe, une perte de temps. La Science sait ce que la société veut. On ne s'étonnera donc pas que les droits humains n'y aient pas grande consistance.

Dans les sciences de la nature, les lois sont objectives, pour les sciences sociales les lois sont celles que les sociétés choisissent, mais que choisissent-elles ? À quelles offres politiques leur demande s'ajuste-t-elle ? En fait, la main invisible d'Adam Smith en économie opère aussi bien en sociologie. Ces deux disciplines ont pour objet non pas de rendre visible une telle main, mais la manière dont cette main conduit l'économie et la société au travers des conduites individuelles et institutionnelles, mais indépendamment de leur volonté^[4]. Le libéralisme ne reconnaît de totalisation de l'économie et de la société que du fait de cette main, il refuse de supposer un accord entre conduites individuelles et conduites collectives qui pourrait y conduire. Quand c'est l'Etat qui impose un tel accord, le libéral parle sans hésiter d'autoritarisme. Quand c'est un trait culturel, des normes sociales, comme au Japon ou en Corée du Sud, c'est embarrassant, on ne peut pas parler de démocratie autoritaire. C'est une contradiction dans les termes. On aura alors recours à un euphémisme et on parlera de démocratie libérale d'un certain type ou « illibérale » si l'on le faut.

Dans le rationalisme, la Science a tranché la question du politique, ce n'est l'affaire de la société que secondairement, celle de confirmer une offre politique. Son pouvoir dépend du contrepouvoir dont elle peut disposer (une classe ouvrière organisée dans les sociétés industrielles) pour combattre les abus d'une Science inféodée à des intérêts particuliers^[5] qui auraient tendance à considérer les humains comme des choses. Ce que l'on a coutume de désigner comme technocratie est une administration imbue de son rationalisme. Le caractère autoritaire ou démocratique d'une société rationaliste dépend de la puissance du contrepouvoir qui s'oppose à la transformation des humains en choses. Contrepouvoir qui présume ce rapport premier de la Science et de la Société : soumettre le débat politique à la Science et ses experts. Dans les sociétés postcoloniales où le contrepouvoir au pouvoir de la société dominante est faible, cette cosmologie rationaliste est à l'origine du mépris manifeste de l'administration vis-à-vis du citoyen et du politique. Car, de quel savoir le citoyen et le politique peuvent-ils se prévaloir pour juger de notre action ? se demande le haut-fonctionnaire de l'administration. Bien entendu, le haut fonctionnaire ne pense pas que le citoyen sait mieux que lui les conséquences de l'action politique. C'est un peu comme cela qu'il faut comprendre la bureaucratisation du politique en Algérie, la substitution ou la correction du FLN par le RND. Une seconde dérive peut suivre cette première dérive institutionnelle. Aux impasses de l'autoritarisme de l'autorité publique succédera sa privatisation et leur alternance.

Dans les sociétés postcoloniales, l'administration se prévaut d'un savoir dont ne dispose pas la société (mais pas d'une évaluation des politiques publiques). Les autorités officielles ont du pouvoir, mais pas d'autorité réelle. Car l'autorité suppose des savoirs partagés, de la

confiance mutuelle, une obéissance active et des échanges fructueux. Dans ces sociétés, le pouvoir de contrainte physique et celui financier du pouvoir d'acheter assument la fonction de l'autorité défaillante pour la cause précise d'absence de savoir, de confiance partagés. On se fie à ce que l'on sait bénéfique. Rappelons que l'autorité consiste en pouvoir de commander, de se faire obéir, sans contraindre. La liberté entendue seulement comme liberté négative, refus de l'autorité, est de ce point de vue catastrophique. L'autorité suppose la confiance et rend possible l'imitation, premier pas vers l'innovation. Pour une société, le manque de confiance se traduit dans son économie par des coûts de transaction^[6] très élevés. Plus de policiers, plus de juges et autres agents, donc moins d'échanges sur le marché, plus d'administration publique, ou moins d'Etat et de marché, dans les sociétés postcoloniales.

Aut-délà de l'abus d'autorité manifeste qui est caractéristique des sociétés postcoloniales, commençons par distinguer entre l'autorité qui conduit l'expérience de la société et celle qui dispense la société d'expérience. La société ne peut pas tout inventer par elle-même, réinventer la roue. Le savoir accumulé par autrui la dispense d'expérimenter elle-même. Il faut qu'elle puisse alors apprendre, comprendre sans réfléchir, avant d'utiliser. Elle mémorise pour utiliser plus tard. Pour cela, elle a besoin de confiance, comme en éducation, l'apprentissage a besoin de la confiance de l'enfant dans ses parents, dans ses maîtres d'école. La société tirera alors sa confiance de ce qu'elle a appris qui lui permettra de faire et de réussir, de prendre place dans le monde. Il en est de même pour l'enfant, dans la famille et dans la société. Pourquoi garder en mémoire ce qui ne sera pas utilisé et destiné finalement à l'oubli ?

La société doit donc disposer d'autorités qui la dispensent d'apprendre par elle-même ce que le monde sait déjà, qui lui permettent de s'incorporer un savoir qu'elle n'a besoin de concrétiser que plus tard. De mauvais maîtres mettent en échec un tel programme, ils sont incapables de transmettre un tel savoir, ils détournent des vocations au lieu d'en favoriser l'éclosion. De bons maîtres vont lui permettre ensuite d'expérimenter par elle-même, d'imiter et d'innover si elle en a l'occasion. Ce n'est qu'à ce moment-là que ce qu'elle a appris du monde grâce à ses bons maîtres va être vivifié, investi et va produire ses fruits, sa justification. C'est ce retour sur investissement qui investit le maître de son autorité, de ce pouvoir d'être obéi sans contrepartie, qu'il pourra faire valoir à priori.

L'autorité qui conduit donc l'expérience de la société est aussi celle qui dispense la société d'expérimenter, quand elle ne doit « comprendre » qu'en théorie. Ce à quoi il faut l'opposer alors est le pouvoir qui interdit à la société d'expérimenter et qui s'interdit à lui-même d'expérimenter parce qu'incapable de s'inscrire dans un processus d'expérimentation, de s'équiper des laboratoires adéquats. Il s'ensuit qu'une telle société n'a pas besoin de bons maîtres, ils ne pourraient faire que désordre. Il est d'ailleurs erroné de penser que l'on puisse imiter, apprendre du monde sans laboratoires. Car imiter en théorie sans imiter pratiquement, c'est se charger inutilement. On multiplie les universités, mais pas les centres de recherche. On crée des aspirations étudiantes, mais pas les moyens de les satisfaire. On loge, nourrit, transporte des étudiants, mais on n'en fait pas des chercheurs. Ils ne peuvent ni imiter ni innover, car ils ne disposent que des livres et pas de laboratoires, pour apprendre concrètement ce qui est su et le transformer concrètement.

Pour que la société puisse expérimenter, elle doit disposer de laboratoires afin que la « recherche confinée » puisse se transformer en « recherche de plein air »^[7]. Car ce n'est que lorsque la recherche sort des laboratoires, que ses résultats sont utilisés, qu'elle rencontre les citoyens, la société. Ici, il faut se rappeler que la recherche bien que confinée dans des laboratoires n'est pas isolée de la société. On isole pour maîtriser une expérimentation que l'on doit retourner à la société. Dans une société postcoloniale, le problème que rencontre la création des laboratoires, l'imitation de ceux étrangers, c'est de ne pas bénéficier du même environnement. Quelles transformations sont attendues de l'expérimentation ? De quoi et pour quoi dépendre ? Quelles interdépendances intensifier ? Les laboratoires doivent avoir des rapports avec leur environnement qui permettent à leur recherche d'avoir ses fournisseurs et ses clients. La recherche confinée doit pouvoir se transformer en expérimentation de plein air, ses résultats doivent pouvoir être multipliés par l'expérimentation sociale. Des chercheurs qui expérimentent en laboratoire ont besoin d'une société qui expérimente, dans ses différentes activités, les produits de leur recherche.

A suivre...

* Enseignant chercheur en retraite,
Faculté des Sciences économiques, Université
Ferhat Abbas Sétif
ancien député du Front des Forces Socialistes
(2012-2017), Béjaïa

Notes :

- [1] Pierre Charbonnier, Culture écologique, Paris, Presses de Sciences Po, «Les Petites Humanités» (2022).
- [2] Expression que j'emprunte à Bruno Latour.
- [3] Pour les physiciens, la cosmologie est la science de l'Univers. Pour la société, le terme désigne une façon de se représenter pratiquement, ou de concevoir théoriquement, l'humain dans le Cosmos, ou encore selon Philippe Descola, une façon de penser les continuités et les discontinuités entre tous les « existants » de l'Univers.
- [4] Le summum du hiatus est atteint dans La Fable aux abeilles de Bernard Mandeville (1705) : « Les vices privés font les vertus publiques ». L'égoïsme pousse à agir, tandis que la morale invite à la léthargie. C'est donc la dynamique des intérêts particuliers qui stimule la prospérité d'une société, selon Mandeville qui a inspiré Adam Smith.
- [5] Voir les exemples de publicités mensongères ou l'exploitation de l'ignorance de la société par les grandes entreprises. Voir les exemples fameux des entreprises pharmaceutiques.
- [6] On distingue avec Carl J. Dahlman trois catégories de coûts de transaction : 1. « coûts de recherche et d'information » : prospection, comparaison du rapport qualité/prix des différentes prestations proposées, étude de marché, etc. 2. « Coûts de négociation et de décision » : rédaction et conclusion d'un contrat, etc. 3. « Coûts de surveillance et d'exécution » : contrôle de la qualité de la prestation, vérification de la livraison, etc.
- [7] J'emprunte ces notions à Yannick Barthe, Michel Callon, Pierre Lascombes. Agir dans un monde incertain : Essai sur la démocratie technique. Éditions Points, 2014.

Réflexions sur la retraite à 70 ans pour les enseignants de l'université

Par Mohamed Benkhilil*

Un malaise se ressent dans le milieu universitaire, depuis l'annonce, brutale, par le ministère du départ en retraite obligatoire des enseignants-chercheurs de 70 ans, quels que soient leur grade, leur rendement, le type d'établissement où ils travaillent, et surtout sans aucune évaluation. Le sujet est, certes, sur les tablettes du gouvernement depuis longtemps, mais aujourd'hui qu'une décision est prise, des réactions diverses sont enregistrées. Elles se rejoignent sur la manière dont la question est traitée, qu'elles trouvent administrative, « facile », sans se soucier de la spécificité de l'université et des conséquences sur son fonctionnement. L'enseignant-chercheur est, certes, un fonctionnaire, mais son départ en retraite, comme pour la gestion de sa carrière, doit être traité de manière spécifique. En fait, pour l'enseignant, comme pour tout autre métier, le départ en retraite comporte toujours une part d'émotionnel et de subjectif; même quand c'est le concerné, lui-même, qui le décide. Ici, l'émotion est plus grande quand on sait que ces enseignants-chercheurs de 70 ans, à qui on demande de partir, sont, pour la plupart, les premiers Algériens à avoir intégré le corps des enseignants à l'université. Ce sont, généralement, ceux qui ont été formés dans des universités étrangères. Et puis, ce sont ceux qui ont formé le gros des effectifs enseignants actuels.

Mais au-delà de l'émotion et du subjectif, pour l'université, si cette situation ne prédit pas de perturbations ou de grèves, elle inquiète par la froideur d'un semblant d'acceptation de la mesure par une grande partie des concernés, comme on accepte un mauvais sort. Cela annonce une démobilisation (supplémentaire) du corps enseignant, dans une université déjà atteinte et affaiblie par de nombreux travers.

D'un autre côté, la raison avancée : libérer des postes de travail pour les nouveaux docteurs n'est pas acceptable. Car à l'évidence, ces jeunes et nouveaux hériteront de postes budgétaires, mais ne remplaceront pas, avant longtemps, les vieux retraitables dans l'encadrement des doctorats, dans la direction des recherches, dans l'animation scientifique, etc. L'université algérienne est encore en construction, tant que de nombreuses universités et centres universitaires comptent à peine deux enseignants de rang magistral sur dix et qui risquent d'être concernés par les nouvelles mesures. Alors dire « qu'il y a juste 1.200 cette année », si la majorité ce sont des professeurs encadrés de doctorat, et animateurs de projets de recherche, ce n'est pas rien. D'ailleurs, à ce sujet, pourquoi l'université se sent responsable, toute seule, du chômage des titulaires de magistère et doctorat ? et pourquoi les hauts diplômés chômeurs manifestent devant le ministère de l'Enseignement supérieur pour réclamer

mer des emplois ? Alors que c'est un problème de tout le gouvernement. Il est vrai que l'université doit s'interroger, en permanence, sur le devenir du produit de sa formation, pour ajuster au mieux ses offres de formation supérieure. Mais comme pour tous les diplômes qu'elle délivre, elle ne forme pas que pour elle-même; tous les secteurs d'activités peuvent recruter des magistères et des docteurs. Néanmoins, dans le cadre solidaire de lutte contre le chômage des hauts diplômés, des contributions plus justes pour l'université existent. Il s'agit de :

- mettre en place un système d'évaluation, avec des critères objectifs, qui accompagne l'enseignant-chercheur tout au long de sa carrière, et qui participe à l'organisation du départ en retraite;
- faire partir en retraite, même à moins de 70 ans, les enseignants stagnant aux grades de maîtres-assistants et maîtres de conférences (B) (MA et MC (B)) et non impliqués dans la vie universitaire; les MA et MC (B) représentent au moins 60% de l'effectif total des enseignants;
- appliquer les règles de la fonction publique régissant le non-cumul, à l'exception des professeurs (de grade), capables d'élargir leur intervention au delà des « murs » de l'université, pour participer à l'ouverture de cette dernière sur la société et sur l'économie du pays. De nombreux enseignants sont à l'université quelques heures par semaine, seulement, pour assurer des cours de graduation; leurs préoccupations sont ailleurs, dans d'autres activités (barreau, notariat, commerce, enseignement dans le privé, etc.).

A mon sens, cette décision sur la retraite ne devrait pas concerner tous les grades de la même manière (le vocable grade est utilisé, dans ce texte, pour différencier entre les fonctions de professeur, maître de conférences et maître-assistant). Néanmoins, si la décision sur la retraite est déjà validée pour tous, il y a lieu de l'accompagner par d'autres mesures, au vu de ce qu'attendent la société et le pays d'un enseignant de l'université. C'est-à-dire : enseigner, faire de la recherche, participer au développement technologique par des inventions brevetées, réfléchir sur le développement humain, à travers des écrits et des rencontres scientifiques, animer des revues spécialisées, assurer une veille technologique, etc. Pour ce faire, l'enseignant-chercheur a besoin de travailler dans un cadre adéquat, interdisciplinaire... que seule l'université peut offrir. Les enseignants-chercheurs doivent « vivre » (a) l'université, y compris quand ils sont en retraite. Il y a lieu, alors, de :

- 1- distinguer entre les hospitalo-universitaires et le reste des enseignants des autres disciplines, car des considérations importantes les diffèrent, en particulier par la gestion des questions de santé publique et des chefferies de service dans les CHU;
- 2- distinguer entre les professeurs et les maîtres de conférences A, d'un côté, et de l'autre, les maîtres-assistants et les maîtres de conférences B. Ces derniers



(MA et MCB) devraient partir en retraite beaucoup plus tôt que 70 ans, car si à 65 ans on n'est pas professeur, soit on a choisi d'enseigner comme dans un collège, soit on ne peut plus avancer scientifiquement. Or, l'enseignant à l'université est chargé, non seulement, de transmettre les connaissances, mais également d'en produire, par la recherche;

- 3- fixer des critères pour différer l'application de la mesure, de façon transparente, pour certains établissements, selon la constitution du corps enseignant et pour assurer la présence d'un minimum d'enseignants « gradés »;
- 4- si il est nécessaire de mettre en retraite tous les enseignants-chercheurs de 70 ans, il est essentiel d'accompagner cette décision par un nouveau statut, pour les retraitables de rang magistral, qui leur permet de « fréquenter » l'université et continuer leurs activités, à l'exception de l'enseignement en graduation. Les salaires (pensions) sont assurés par la caisse de retraite, et certaines des activités sont, comme habituellement, indemnisées de manière contractuelle par les secteurs bénéficiaires de ces activités (l'enseignement en troisième cycle, la recherche, les études, l'expertise...);
- 5- ce nouveau statut (de retraité) doit être possible pour tous les professeurs et MC (A), à leur demande, et non pas « selon les besoins de l'université », préoc-

cupée par le seul enseignement de graduation. L'accès à ce statut se fera, naturellement, par les enseignants encore impliqués dans la vie universitaire. Cela évitera, aussi, des décisions subjectives de responsables, comme pour le statut actuel d'associé, qui est injuste, revient « cher » pour l'université, et ne contribue pas à l'organisation d'un départ en retraite, dans la sévérité. Il y a lieu, à mon avis, de changer ce texte sur l'enseignant associé, qui n'est plus adapté aux réalités de l'université algérienne.

Enfin, pour résumer cette modeste contribution, je dirais que le traitement de la question de la retraite des enseignants-chercheurs peut constituer une occasion pour mettre fin à l'approche égalitariste qui a fait beaucoup de mal à l'université algérienne, à qui on demande d'être au niveau des standards internationaux, tout en lui imposant des méthodes inappropriées. Les enseignants-chercheurs et parmi eux les dirigeants de l'enseignement supérieur et les syndicalistes, comprennent que « l'environnement » d'il y a trente ans n'est plus de mise, aujourd'hui. La gouvernance de l'université doit évoluer en particulier, l'évaluation de tous, et de tout, doit être permanente, pour faire du travail et du mérite, des valeurs centrales dans notre société.

*Enseignant en retraite

Hors contrôle

Par Brahim Chahed

« **J**e pense toujours à cette rivière quelque part, avec cette eau qui coule vraiment vite. Et tous ces gens dans l'eau, qui essaient de se raccrocher les uns aux autres, qui s'accrochent aussi fort qu'ils peuvent, mais à la fin c'est trop difficile. Le courant est trop puissant. Ils doivent lâcher prise, se laisser emporter chacun de son côté ». Kazuro Ishiguro - Prix Nobel littéraire 2017 (Auprès de moi toujours).

La période des fêtes, qu'elles soient religieuses ou nationales, publiques ou privées, est un moment propice pour le rapprochement familial. Et même si nul ne choisit sa famille, les anciennes photos de familles nous restituent des souvenirs précieux et nous rappellent de qui on tient tel ou tel trait physique, ou tel ou tel tempérament. Cette passion des racines est freinée, parfois, par la peur de l'emprisonnement et de l'étouffement, et encouragée, d'autres fois, par le désir d'appartenance. La vie est dure, la solitude anémante mais le prix à payer pour faire partie, aimer et se sentir aimé, est trop lourd. Ces servitudes imposées par nos proches et ce droit volé par eux sur nos vies, nos choix et nos convictions contrebalaçant, immédiatement, la recherche continue de sécurité, de paix, de soutien et d'épanouissement.

De tout temps et à toutes époques, aucune culture, aucune nation ni groupement humain, ancien ou nouveau, archaïque ou moderne, minuscule ou étendu, ne peut ni ne veut se passer d'une famille, petite ou grande, glorieuse ou indigente, noble ou roturière. La famille est un sujet sensible, l'évoquer nous contraint à citer la nôtre, celle où on a grandi mais aussi, peut-être, celle qu'on aurait

aimé avoir, avec nos lots de regrets d'avoir subi, d'espoir que la réelle se confonde avec l'idéale.

La famille est une structure de relations hiérarchisées, tacites ou convenues, organisée de façon à attribuer un rôle pour chacun. Toute structure suppose une certaine force et stabilité, mais celle-là, particulièrement, est fragile, aux contours fluctuants et liens incertains. C'est une réalité complexe où nait, on grandit et à qui on appartient. On se doit, par observation des belles manières ou juste politesse selon Schopenhauer, la subir tout en imposant ou en espérant trouver la juste distance entre compromis et désirs, entre vide et proximité, entre culpabilité et être soi-même, entre affirmation et déni, entre antipathie et affinité qui nous permet d'être près sans trop l'être, loin sans trop l'être, afin de jouir du bonheur familial sans les inconvénients de l'intrusion.

La famille, creuset de conflits interminables se lon les constructions intellectuelles de tous bords, subie l'adversité du temps et de l'espace et accepte, forcée finalement, que l'innéité de ses liens, tant défendue par Aristote, ne va plus de soi, elle se trouve mise à mal, par la théorie de l'utilité selon Socrate. Les liens familiaux se nourrissent de l'utilité, de services réciproques, suggérant, pour ceux qui veulent de la considération, de se rendre utile et bienveillant.

La famille est, par-delà son caractère conflictuel, le lieu privilégié des contraires absolus, entre personnalisation et normalisation et est même fragilisée par le souhait d'autonomie et de construction de l'identité personnelle, par le divorce et le rejet de la famille du rôle traditionnel. Elle reste comme même debout par le rôle, nodal, de la parenté dans la construction de soi et le but, suprême, reconnu par tous, de la construction d'un monde commun, de valeurs partagées et de convictions collectives.

Dans cette fournaise de sentiments ravageurs où se mêlent amour et haine, affection et désaffection, les parents aiment plus leurs enfants qu'ils ne sont aimés eux-mêmes, les mères aimeront plus leurs enfants que les pères en se fondant, probablement à tort, sur la souffrance, momentanée, subie pour enfanter. Cette hiérarchie naissant de la théorie de la dysmétrie entre les liens des pères et ceux des mères, s'étendraient, dans le même sens, aux branches paternelles et maternelles. La famille, loin d'être un espace harmonieux, est attaquée souvent de l'extérieur. Il existe, une sorte de complémentarité entre la famille et les amis, nous croyons pouvoir, ainsi comprendre qui manque dans l'un parce qu'il y a dans l'autre, mais il faut le reconnaître, il y a aussi de la rivalité, l'un tente de déloger l'autre.

Le déclin de l'autorité parentale est une réalité et les parents, jadis modèles, aujourd'hui censés être, au moins, conseillers de leurs enfants, se restreignent à être une source de financement de besoin, et cette sorte de révolte, cette demande, assumée et croissante, d'émancipation, laisse pourtant les enfants tirailles entre le besoin de sécurité et celui d'indépendance. Il reste déraisonnable de croire, quelle que soit l'époque, que les enfants détiennent l'expérience nécessaire et sont suffisamment outillés pour gérer convenablement les difficultés de la vie et construire un avenir prometteur sans l'apport de leurs parents. L'échec en toute entreprise est amer. L'échec familial l'est plus. Il est, au-delà de l'amertume, indeconstructible, destructeur et alimente en nous, continuellement et peut être définitivement, un ressentiment nuisible, indescriptible, contre nous même, contre ceux que nous connaissons, contre même ceux que nous ne connaissons même pas.

La mémoire familiale doublement ambiguë, d'abord par opposition du passé et du présent, ensuite par négociation et cohabitation des mémoi-

res paternelles et celles maternelles, est nécessairement appropriée, revisitée et réinterprétée par chaque individu pour se construire une parenté sur mesure, des fois, proche de la réalité, d'autres fois, rêvée et imaginaire ou encore mythifiée. Cette subjectivation du vécu familial soutient la relation en dépit des blessures passées, car elle reste tournée vers le présent. Elle nous permet la remémoration comme l'oubli, l'inventaire comme la sélection, elle nous permet, en fait, d'aller d'arrangement en arrangement et d'accommodement en accommodement pour ne plus se rejeter, ne plus se détester, mais de réparer pour se pardonner.

La famille, croit-on, engendre, protège et éduque, elle est en fait à la tâche d'une seule charge : transmettre, sans garantie aucune, au milieu de rêves inconsidérés et de déceptions insoucions, de secrets inavouables et de traumatismes inavoués, un modèle à incarner ou à assumer. Dans ce tumulte inextricable, elle arrive à inventer une harmonie impalpable et à tempérer des haines normalement insurmontables et des rivalités inconciliables. La famille a pu distinguer l'importance du voyage, considérer le bonheur comme finalité et à décrire les chemins de la vertu comme unique moyen d'y arriver. La famille sait se démarquer de cette croyance d'être une prison, c'est plutôt un refuge, c'est un port d'attache sécurisant. Ce n'est pas une limite mais une extension, un horizon. Elle n'est ni une secte, ni une condamnation à vie, elle n'a de sens que si elle projette ses membres vers l'extérieur.

Croire finalement que la famille c'est pour la vie est un contre sens, nous avons tendance à négliger ce qui est de l'ordre de l'acquis, du définitif. Non, la famille ce n'est que pour un temps, il va falloir profiter non seulement par l'aimer, mais, aussi et surtout, par le dire haut et fort : famille, je vous aime.

La nouvelle guerre de l'information ou «La vérité si je mens»

Beaucoup ont du certainement le remarquer, le système d'information occidental, lorsqu'il s'agit de la guerre en Ukraine, devient atypique; il n'obéit plus à aucune norme traditionnelle de l'information.

Par Djamel Labidi

Avant une information était sourcée, datée, infirmée ou confirmée, validée ou démentie, certifiée, documentée. L'émetteur de l'information engageait sa crédibilité voire, dans certains cas, son honneur professionnel. C'était même là, la différenciation vendiquée par l'information professionnelle vis-à-vis des réseaux sociaux

LA CIA, UNE AGENCE DE PRESSE

Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. La CIA et le Pentagone, la direction du renseignement américain sont devenus de véritables agences de presse. Elles en exercent les fonctions. Elles produisent à longueur de journée des informations, des analyses, des prévisions, des anticipations, des communiqués qui sont repris et amplifiés par tous les médias occidentaux sans l'ombre d'une évaluation critique. Lorsque l'information s'avère fausse, et quand l'événement annoncé à grand matraquage informatif, n'arrive pas, on ne s'en émeut même pas, on ne dément rien, on ne s'excuse de rien, on ne met pas en doute la source, et même, spectaculièrement aberrant, on fait même comme si l'événement aurait dûse produire. La vérité et la réalité sont dissoies. Et, chose extraordinaire, ce n'est pas l'information qui est réinterprétée en fonction des faits, ce sont les faits eux-mêmes qui sont réinterprétés en fonction d'une information dont on ne doute pas un instant de la véracité. Du jamais vu dans l'histoire de l'information.

Prenons quelques exemples. Un énorme bataille est fait plusieurs jours avant sur la célébration du 9 mai en Russie. On annonce que Vladimir Poutine va déclarer la guerre, déclencher la loi martiale. On dit qu'il va augmenter la tension autour d'une guerre nucléaire, et, prouve en est, «l'avion de l'apocalypse», le QG présidentiel en cas de guerre nucléaire, va apparaître dans le ciel, lors du défilé. Et en «nouvelle de dernière minute» la CIA, vient annoncer, partout, que «le défilé des immortels», grand défilé traditionnel de la population, n'aura pas lieu cette année, «signe d'une crise du pouvoir et d'une hostilité de la population». Quelle est la source de ces informations, sont-elles documentées? Rien de tout cela. C'est la CIA qui comme d'habitude, dit «Nous avons des indications que», nous savons que». Ils ne savent rien puisque tout cela va s'avérer faux. Le discours de Vladimir Poutine va insister sur la paix. Aucune annonce particulière n'est faite. Et même, cerise sur le gâteau, Vladimir Poutine, défile, mêlé au peuple russe, en tête de la marche des immortels, lui aussi brandissant le portrait de son père combattant de «la Grande guerre patriotique»; Il y a probablement peu

de présidents, même dans les pays les plus démocratiques, qui défileront ainsi mêlés à la foule populaire. Il aurait été peut être intéressant pour les commentateurs d'analyser cet aspect de la réalité russe, mais pas du tout. Dans une ambiance surréaliste, les commentateurs reprocheraient presque à Vladimir Poutine de n'avoir pas fait... ce qu'il était prévu qu'il fasse selon la CIA et le Pentagone. Ils le trouvent trop calme, trop faible, mou! Ils sont... déçus.

«NOUS AVONS DES INDICATIONS», «NOUS SAVONS QUE»...

Autre exemple, tout récent: le 10 mai, la CIA annonce, c'est la nouvelle ou plus exactement le thème médiatique du jour, et toujours dans ces fameux communiqués de presse, que «des éléments lui font soupçonner la déportation de 1,2 million d'ukrainiens en Russie». Elle précise en même temps, sans se soucier de l'absurdité d'une telle précision, qu'elle «n'a pas de données concrètes pour affirmer cela ni pour indiquer les lieux de déportation». Malgré cela, «l'information» est donnée sur le ton affirmatif. Immédiatement tous les médias en Occident reprennent l'annonce. La supposition de départ se transforme peu à peu, sur des plateaux excités, en un fait. On peut même dire qu'elle se développe. On y parle d'abord de «déplacés» et puis très vite de «déportés». Il n'est évidemment pas question de penser que des réfugiés (600 000 selon le Russie) aient pu choisir la Russie comme d'autres la Pologne. Pourquoi «»déportés», quel intérêt aurait la Russie à les déporter, la question n'est même pas posée. De toute façon «la Russie est un monstre qui n'obéit à aucune valeur humaine» et, puis «on sait bien que la déportation est une habitude stalinienne?» Sur un plateau, celui de LCI, le mot de «camp de concentration «des réfugiés est même lâché.

Les exemples de la même teneur et avec les mêmes procédés sont légion: Le mardi 10 mai, la directrice du renseignement américain, Avril Haines, annonce que Vladimir Poutine se prépare à un long conflit, qu'il ne compte pas s'arrêter au Donbass, et qu'il instaurera la loi martiale. Tout cela est dit, devant le Sénat américain, et comme chaque fois, en toute «transparence» comme s'il n'y avait plus de «secrets défense». On se trouve là, devant un type de procédés où l'analyse, la prévision, l'anticipation, sont transformées en informations concrètes (l'argument est que cela «pourrait bien avoir lieu!»), bien qu'elle ne repose apparemment sur aucun fait documenté, à part le «nous avons des indications», nous «savons que»

Autre exemple encore, mercredi 11 mai: la CIA «a des indications» sur la «démoralisation» de l'armée russe, qui se traduirait par l'alcoolisme, le sabotage par les soldats de leurs propres armes, chars et autres; Ce sera le thème médiatique du jour. Cette information est -elle documentée, vali-

dée. Peu importe, elle se suffit à elle-même. Elle deviendra au fur et à mesure un fait, amplifié par les plateaux de télévision.

LA TRANSPARENCE

On se trouve devant des pratiques nouvelles, inédites de la communication et de l'information développées par les États-Unis à la faveur de cette guerre de l'information contre la Russie.. On a l'explication, le secret de ce nouveau mode d'information, dans un article remarquable de Caitlin JOHNSTON, publié sur «le Grand Soir» (1). Cet article, d'où est tiré l'essentiel de nos citations, se base sur un rapport surprenant de NBC News. On y apprend que «l'administration Biden a rapidement diffusé sur les plans de la Russie en Ukraine des renseignements peu fiables fondés davantage sur l'analyse que sur des preuves tangibles», voire tout simplement faux». Le rapport indique qu'à cette fin «le gouvernement américain a délibérément fait circuler des allégations fausses ou mal étayées sur l'imminence d'attaques à l'arme chimique, sur les conseillers de Poutine qui le désinforment et sur la Russie qui cherche à s'approvisionner en armes auprès de la Chine»; Toutes «informations» qu'on a pu effectivement suivre sur les chaînes occidentales.

Autre exemple, le président Biden a parlé publiquement d'armes chimiques mais des responsables américains ont déclaré alors à NBC news qu'il n'y avait aucune preuve de cela mais que le but «avait été de dissuader la Russie» d'utiliser ces armes. On en arrive ainsi à une catégorie nouvelle celle du mensonge justifié par une bonne intention, pour la bonne cause. On en reparlera. Un autre procédé est de «déclassifier» des renseignements précédemment classifiés «et de jouer la «transparence». Le jeu devient alors complexe. On peut même pousser la comédie jusqu'à faire mine de s'emporter sur des informations supposées secrètes et dévoilées au public. C'est exactement ce qu'a fait dernièrement le président Biden lui-même. Il s'est indigné qu'on ait rendu public, dans le New York Times, le fait que les services étaisunis donnaient aux ukrainiens des renseignements sur la localisation de généraux russes en Ukraine, ce qui aurait été la cause de la mort d'une dizaine d'entre eux. On est dans un jeu compliqué où le vrai et le faux se mêlent pour manipuler l'opinion, mais aussi, on l'espère, les dirigeants russes.

Le New York Times, le plus grand et le plus prestigieux journal anglo-saxon présent, fait remarquer Caitlin Johnstone les communiqués de presse de la CIA comme «des nouvelles de dernière minute» et ils sont ensuite amplifiés par les plus grands médias occidentaux. Et lorsqu'il publie des fuites, cela n'a rien à voir avec le courage professionnel de journalistes, mais avec le fait qu'on veut rendre public ces fuites». Ainsi l'un des journalistes «courageux» du New York Times, auteur de ces «fuites» est Ken Dilanian, dont il a été révélé en 2014, selon Caitlin

JOHSTONE, qu'il était un agent actif de la CIA travaillant au New York Times.

MENSONGES POUR LA BONNE CAUSE

Toutes ces informations et bien d'autres sont des mensonges, mais des mensonges assumés, «pour la bonne cause». C'est ceci qui est terrible. John Savers, ancien chef du M16, cité par C. JOHNSTON, en février 2022, dans un groupe de réflexion «The Atlantic Council» que «les communiqués de renseignement de l'administration Biden reposent davantage sur une impression générale que sur des renseignements réels et étaient conçus pour manipuler plutôt que pour informer».

Depuis l'Irak, la Libye, l'Afghanistan, les États-Unis avaient acquis la réputation d'être des menteurs. Pour leur redonner de la crédibilité, dernièrement, le système médiatique occidental a insisté lourdement sur le fait qu'ils étaient les seuls à avoir prévu l'attaque contre l'Ukraine, alors qu'en réalité ils avaient multiplié les fausses dates et que la dernière donnée s'est révélée forcément exacte et que la concentration des forces russes rendaient évidentes l'entrée en guerre.

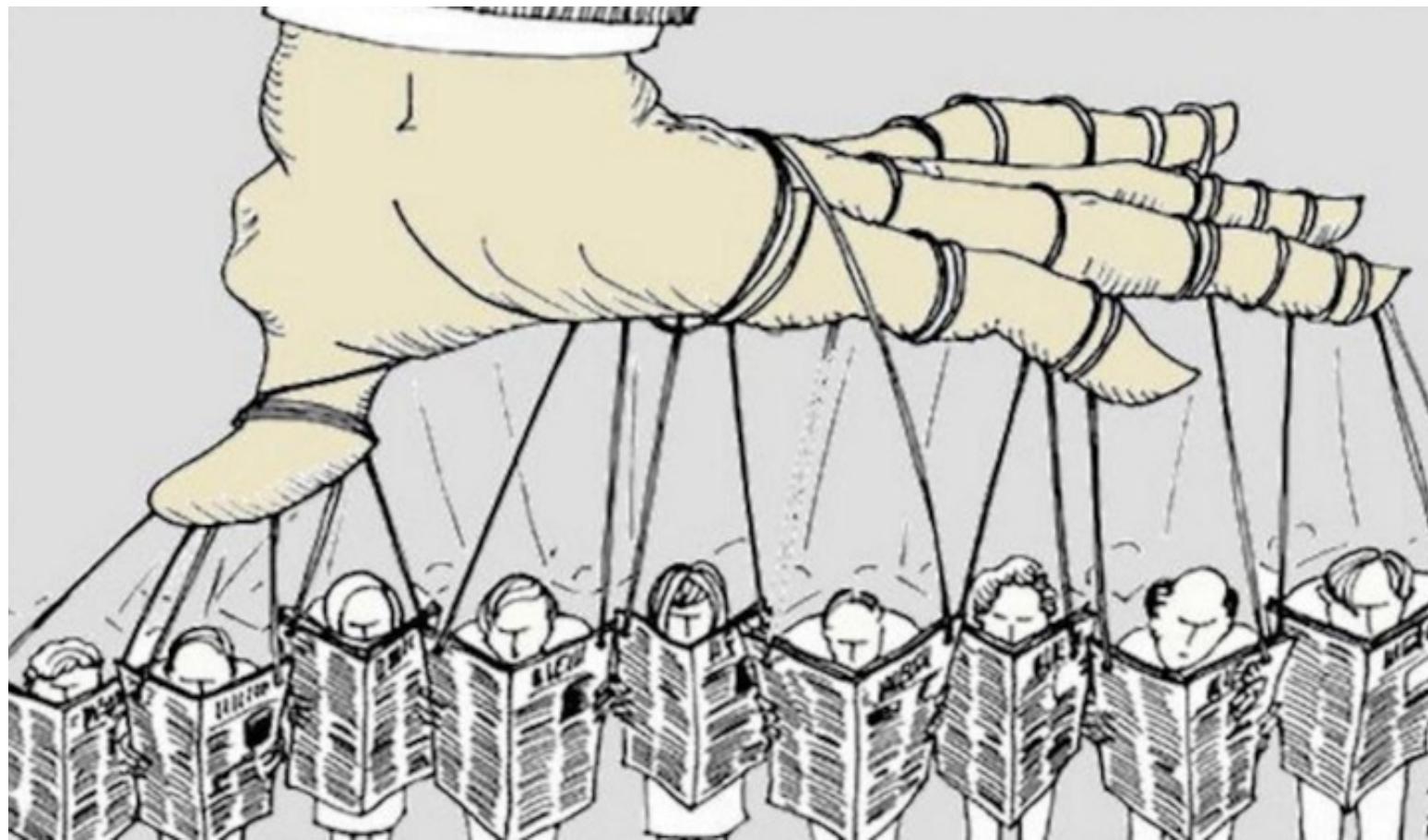
En admettant qu'il ment, en utilisant les procédés qu'on vient de décrire, en jouant la transparence totale des informations classées «secret défense», le gouvernement américain ne craint-il pas de perdre la confiance de ses citoyens? Ce qui est stupéifiant dans ces nouvelles techniques de la guerre de l'information, c'est que cette crainte n'existe pas. Il se peut même qu'on se trouve à un stade où le système cherche psychologiquement l'assentiment admiratif de l'opinion américaine devant l'efficacité de ces nouvelles techniques de l'information, et la manière brillante dont s'en servent les dirigeants étaisunis. Comme le fait remarquer Caitlin JOHNSTONE, on commence à fabriquer ouvertement le consentement du public à ce qu'on lui mente «pour son propre bien». Le système perd son âme, remet en question ces mêmes valeurs dont il dit qu'il se bat pour elles. Dans la culture des États-Unis, le mensonge a toujours été la faute la plus grave. Aujourd'hui il est légitimé. Quel retourneur et comme la crise du système est profonde...

En résumé, on est là dans une évolution effrayante des procédés de l'information et de la communication dont la théorie et les méthodes sont en train d'être développées aux États-Unis et pourraient se répandre dans le monde.

Goebbels disait «plus le mensonge est gros, plus il passe». Cette théorie semble désormais périmée et remplacée par une autre où le mensonge a toute sa place et où il est même légitimé.

Note :

(1) Caitlin JOHNSTONE, «des responsables américains admettent qu'ils sont littéralement en train de mentir au public à propos de la Russie».
https://www.legrandsoir.info/_johnstone-caitlin_.html



L'imposture totalitaire à l'aune de la duplicité dialectique

Lorsque les médias occidentaux jettent une lumière crue sur des vérités trop longtemps dissimulées

Par Mohamed Bensalah

Que faire devant un monde de venu fou et une planète déjà gravement menacée ? S'en fermer à double tour chez soi, bloquer portes et fenêtres, couper le téléphone, débrancher téléviseur, radio et blogs, enterrer ordinateur et smartphone, rompre tout contact avec nos familles, nos proches, nos amis et vivre en autarcie le reste de notre âge ?

Une chose est certaine : isolé, nous respirerons certainement mieux et nous nous porterons sans nul doute à merveille. Nous nous réveillerons sans annonce de catastrophes spectaculaires ou de crashes aériens et/ou terrestres, sans rappel réitéré d'un hypothétique retour d'Omicron, sans commentaires et discours surmédiatisés sur les drames qu'endurent les Ukrainiens et les autres peuples qui veulent recouvrer leur liberté, sans annonce de crises économiques et sociales à venir, sans crainte de voir la hausse du chômage ou un effondrement boursier imminent avec ses répercussions sur un pouvoir d'achat qui grignote chaque jour un quotidien délétère. En absence de médias à consulter, plus de rappel de génocide, de crimes de guerre israéliens ou d'assassinats en Tchétchénie et ailleurs. Plus de Syrie martyrisée et morcelée, plus de Libye et de Yémen déchiré où l'on ne compte plus le nombre d'enfants et de civils assassinés ou en voie d'extermination.

Vivre sans médias revient à disparaître totalement des radars, à refuser de s'impliquer dans toute vie sociale, dans tous débats politiques, qui ne sont en fait que des confrontations d'égo. Les échos des drames du monde seront encore plus étouffés et la lourde chape de plomb qui s'instaurera fera régner le silence en maître absolu. En absence d'informations et d'effets d'annonce catastrophique, l'opinion publique sera enfin sereine. Ni angoisse, ni stress, ni dépit, ni leurre, ni découragement à même de la perturber. Aucun hypothétique événement subliminal ne perturbera le quotidien. Toutes les victimes des Madoff de l'information et consorts, véritables Césars de la propagande, seront enfin libérées des chaînes qui entravent leurs mouvements et leurs pensées. L'entièreté du pouvoir appartiendra aux ambitieux médiatisés à l'extrême et aux prétentieux avides de puissance et d'argent. Une fois l'autorité entre leurs mains, ils deviendront encore plus puissants et feront plus facilement impasse sur tout ce qui entraînera leurs activités. Lorsque les citoyens ordinaires, ceux qui toutes tendances et identités professionnelles confondues se trouveront exclus de la mégasphère, lorsque ces derniers ne liront plus, ne regarderont plus les écrans et s'abstiendront complètement de voter, ils n'auront plus qu'à attendre l'être providentiel parachuté d'où ne sait où, pour les sortir de l'ornière et les libérer des spasmes convulsifs qui les rongent.

L'éradication des médias de la sphère publique fera, sans nul doute, oublier les maux sociaux qui envahissent quotidiennement tout l'espace vital, mais laissera apparaître un goût amer de culpabilité et une tentation de plus en plus affirmée de fuir. Mais fuir pour aller où ? Les autres cieux sont déjà encombrés de collusions compromettantes. En ces temps d'inquiétude sociale et de sollicitude bienvenue, il serait peut-être utile de séparer le bon grain de l'ivraie, les élans sincères du cœur des errements de la raison et de se poser la seule question qui en vaille la peine : qu'allons-nous léguer aux générations futures, en dehors des charges de notre prodigalité et un monde incertain où nos petits-enfants n'auront d'autres choix que de travailler plus pour rembourser les dettes accumulées par notre génération et celles qui l'ont précédé ?

Tout ceci n'est en fait qu'illusion et fantasmage. Depuis l'invention de l'imprimerie, les moyens mis en œuvre pour servir la diffusion de la pensée humaine n'ont cessé d'évoluer jusqu'à prendre des proportions gigantesques, voire draconiennes dans les sociétés du monde entier. L'accès au savoir et à l'information est devenu chose vitale, et même besoin fondamental pour l'émancipation de l'esprit humain. Au cours de ces deux derniers siècles, le savoir, la connaissance et l'information en général, véhiculée et transmise à un public varié, a vu sa trajectoire orbitale déviée. Les médias qui avaient pour fonction de nous aider à décrypter et à décoder les informations, se sont mis à modeler, bon gré, mal gré, nos opinions par le biais de commentaires suggestifs, d'images saisissantes et marquantes, ou tout simplement de diatribes autour d'enquêtes journalistiques à caractère propagandiste. Et c'est ainsi que chaque divulgation d'information implique généralement une stratégie idéologique voulue ou imposée. Il nous faut absolument tout essayer pour sortir de l'ornière dans laquelle on s'est embourbée.

SORTIR LES UTOPIES MÉDIATIQUES DU MIROIR DE LA POLITIQUE

Si l'on en juge par le nombre d'articles dans les Journaux et Revues d'actualité, ou par la quantité d'émissions de télévisions qui nous cible, on peut, sans risque de se tromper, dire que la société de l'information et de la connaissance qui s'est instaurée, facilitée aujourd'hui par le développement technologique, ne peut se mouvoir sans contrôle et sans censure de la diffusion des idées. Ce n'est pas pour rien si, depuis des années on s'interroge doctement en France et ailleurs sur le phénomène médiatique et sur les médias devenus des moyens de domination et de persuasion et les instruments du vrai pouvoir politique, économique, culturel.

La question est donc non pas d'éliminer les médias de notre environnement, ce qui semble irréalisable, mais plutôt comment se libérer de leur joug, sachant que pour contrecarrer toute velléité de liberté, tout pouvoir enfante et engrasse des monstres médiatiques.

En guise de « publicité institutionnelle », les plus incroyables abjections sont tolérées dès lors que les médiateurs ne médisent pas du régime. L'École, la communication politique et plus précisément les médias écrits, audiovisuels et numériques ne sont hélas pas étrangers à cette régression culturelle qui autorise l'expression publique des intolérances. Faut-il alors bouder l'école, l'université et tous les bienfaits du progrès ? Comme je l'ai déjà écrit dans de précédentes contributions, ce qui est perçu aujourd'hui comme une limite peut devenir demain, sous l'effet de la recherche et de l'innovation, une opportunité. Le progrès économique et social raconte très bien l'histoire d'obstacles surmontés.

En fait, la pédagogie de l'intolérance doit commencer très tôt, à l'âge de l'éducation élémentaire. Cette dernière fait malheureusement cruellement défaut sur les écrans, autant chez les filles que chez les garçons. Autre thème crucial à aborder, celui de la maltraitance des femmes qui provoque le décès de plus d'une centaine d'entre-elles en France seulement. Au lieu de cela, CNews vient de nous programmer pour la énième fois consécutive un sujet sur le burkini et les seins nus et un autre sur la traque des Rodéos sauvages. Le comble, aussi bizarre, curieux, ahurissant que cela puisse paraître, c'est de voir de grosses pointures politiques (à l'instar de Georges Fenech (célèbre juriste), Christian Prouteau (fondateur du GIGN) et autres sommités participer à ces débats abscons. Prouteau n'aurait-il pas plutôt intérêt à gloséer autour



de sujets scabreux qui commencent à sortir des tiroirs mystérieux de l'ère mitterrandienne dans lesquels il est tout à fait impliqué aux côtés d'un Mitterrand comme complice mais aussi comme champion toutes catégories des écoutes téléphoniques mondiales.

Peut-on dire que ces séquences ridicules programmées à longueur de journée, qui n'appartient ni à savoir, ni à claircissement, ni à message à critiquer, sont des émissions d'information ? En tant qu'action de communication unilatérale, la propagande par contre, exerce son pouvoir sur l'opinion publique. Elle se propose de faire accepter certaines doctrines ou idées reçues, surtout dans les domaines politique, social ou religieux et cela, en vue d'obtenir des effets idéologiques ou psychologiques certains. Des émissions à répétition sur le voile, le burkini et la burqa peuvent avoir comme sous-titre invisible, la violence des musulmans arriérés. Les rodéos permis en pleine ville laissent entendre, quant à eux, que les jeunes issus de l'immigration sont incontrôlables et irrécupérables. Cherche-ton à affranchir les individus ou cherche-ton à les soumettre ? D'où la grande différence entre les deux concepts qui sont en fait deux procédés de communication, selon le sociologue Alfred Sauvy, inventeur de l'expression « Tiers-Monde ».

POUR UN ACCÈS LIBRE ET DÉCOMPLEXÉ À L'INFORMATION

Face à l'écran télé on constate que, plus l'aréna médiatique est imposant et plus les labyrinthes deviennent obscurs accroissant les inquiétudes et les peurs et alimentant les surenchères médiatiques. Durant cette seule matinée de rédaction de cette contribution, les nouvelles ne sont guère reconfortantes : après quelques secondes consacrées aux fusillades racistes du magasin coréen, à l'assassinat d'une dizaines d'Afro-américains à Buffalo et aux bombardements en Ukraine, la face cachée du monde de l'information s'anime. Il est question de Rachida Dati et de l'instagram

qu'elle a envoyé à partir du VII arrondissement, pour manifester sa communion de tendresse avec Antoine Alléno, le chef cuisinier écrasé par un voleur de voiture. Mais au même moment, aucune pensée de sa part à Shireen Abu Akleh, la journaliste palestinienne assassinée. Autre info scabreuse : Zemmour refait surface après son échec retentissant. Son racisme, sa hargne et sa grogne sont demeurés intacts. Il attribue tous les derniers scandales, les meurtres et les assassinats au terrorisme islamique. Ainsi va la vie et ainsi vont les médias révélateurs de l'état du monde. Les préparatifs des prochaines législatives en France, secouent les activistes des partis qui s'activent autour des possibilités que peuvent offrir les techniques de persuasion agissant sur l'affectivité. Et c'est ainsi que, sous le masque de la neutralité et de l'objectivité absolue, il est possible de s'approprier des espaces virtuels et d'agir au niveau du conscient et du subconscient des individus !

Peut-on en vouloir aux journalistes dans leur ensemble, ces nouveaux « greffiers de l'éphémère » qui ont un certain sens de la vanité ? Oui ! S'ils deviennent les instruments zélés de la manipulation diabolique au lieu d'aider les citoyens à décrypter, à décortiquer et à étaler au grand jour les grandes stratégies manipulatrices du comportement et de la pensée humaine. C'est en ce sens et à la lumière de tous les aspects dégagés ci-dessus que l'on peut parler de « média-mensonge », ce nouveau concept du journaliste français, Gérard de Sélys, que nous développerons dans une prochaine approche du sujet. La fin des conflits, des guerres et crises, médiatiques ou non, n'est pas pour demain. Nombre de défis nous attendent. Comment les affronter alors que les esprits ne sont pas prêts. Pour l'heure, nous nageons dans le glauque et l'à-peu-près en attendant des événements décisifs qui finiront bien par se produire. En tous cas, on ne peut pas rester sans réagir au rouleau compresseur médiatique. Là encore il ne faut pas croire que par un coup de baguette magique tout va être résolu sachant que le problème ne se pose pas qu'en termes de moyens. Un nouvel état d'esprit et un regard neuf sont nécessaire.

Insécurité routière

Comment la réduire, à défaut de l'éradiquer ?

Quarante-six personnes ont trouvé la mort et 1.535 autres ont été blessées dans 1.209 accidents de la circulation survenus dans plusieurs wilayas du pays durant la période du 8 au 14 mai, indique un bilan de la Protection civile.



Par Cherif Ali

Et le carnage continue dans une totale indifférence ! Ce ne sont plus des accidents, mais un véritable terrorisme routier. En Algérie, on a plus de chance de mourir dans un accident de la route que du coronavirus.

Selon le dernier bilan de la délégation nationale de la Sécurité routière, près de 1.000 morts sont à déplorer depuis le début de cette année en cours qui ont péri dans près de 4.000 accidents recensés.

Des chiffres effarants qui témoignent de l'ampleur du drame répété et quotidien qui se déroule sur nos routes. Cet autre visage de l'incivisme a valu à l'Algérie d'être classée quatrième dans le classement établi par la Banque Mondiale qui concerne le taux de mortalité pour 100.000 habitants à cause des accidents de la route. Ces statistiques concernent toutefois l'année 2019.

Ce bilan annuel qui affiche des milliers de morts, sans compter le nombre effarant de blessés, ne semble pas atteindre la conscience des législateurs et autres responsables de la réglementation routière. Les mesures prévoyant, par exemple, l'obligation de la présence de deux conducteurs dans chaque bus, pour se relayer dans les grands trajets, comme également l'équipement des poids lourds d'un chrono tachygraphe, communément appelé « mouchard » tardent à être mis en œuvre. Les pouvoirs publics, au lieu de briser cette spirale infernale des accidents de la route, se perdent en conjonctures et placent le débat sur l'opportunité du permis de conduire « à points ». Pire, note un éditorialiste, on refléchit sur la nécessité d'augmenter les tarifs de contrôle technique et de certaines vignettes, plaçant ainsi l'esprit mercantile avant la sécurité des usagers de la route.

Certes, une nouvelle structure a été créée à l'initiative du gouvernement.

C'est la Délégation nationale de prévention et de sécurité routière qui est missionnée pour explorer et faire introduire les solutions les plus appropriées pour mener une lutte continue et plus efficace contre la multiplication effrante des accidents de la route.

En attendant, les statistiques sont mauvaises et la structure mise en place n'apporte rien de vraiment nouveau pour résorber le trop-plein des accidents routiers.

Il y a des adeptes de la répression à outrance sur le bord des routes, et ceux qui préconisent la sensibilisation.

Il y a quelques années, le ministre de la Communication d'alors avait donné le coup d'envoi d'une grande campagne de sensibilisation contre la violence routière qui a été lancée à travers les ondes de la radio nationale et les 48 autres stations régionales. La décision de lancer cette campagne, avait-il dit, vient répondre à l'impératif « de freiner l'hécatombe » qui s'abat sur nos routes, conférant aux chiffres sur les accidents routiers dans notre pays, de tristes records et portant aux finances publiques, un préjudice incommensurable.

Loin d'être un problème algérien, les accidents de la route sont un véritable fléau planétaire. D'après l'OMS, ce sont près de 1,4 million de personnes qui trouvent la mort, tous les ans, sur les routes. L'insécurité routière est même devenue la 8^e cause de mortalité dans le monde. Elle est, surtout, la 1^e cause de décès des jeunes de 15 à 21 ans et 1 enfant serait tué toutes les 3 minutes.

Les Nations Unies ne sont pas restées sour-



des face à ce macabre constat et ont lancé dès 2011 « une décennie d'actions pour la sécurité routière », avec l'objectif de préserver la vie de 5 millions de personnes sur les routes du monde entier.

En Algérie, Hamid Grine en son temps, puisque c'est lui dont il s'agit, s'était, courageusement, saisi du problème, contrairement au ministre des Transports, étrangement absent du débat. Il n'avait pas, toutefois, fait référence aux objectifs tracés par les Nations Unies, mais peu importe, dès lors ou l'intérêt est le même, à savoir préserver la vie humaine !

1. S'était-il juste contenté de faire jouer aux journalistes un rôle de commentateurs pour répéter, inlassablement, comme tous les spécialistes de la question, que l'augmentation des accidents est due à l'état des routes, à la défaillance des véhicules et à l'imprudence des conducteurs ?

2. Où s'apprêtait-il alors, à mettre en œuvre un plan d'action qu'il avait au préalable, soumis au gouvernement ?

3. Avec le risque d'empêtrer dans le domaine de compétence de ses autres collègues ministres, sachant que la sécurité et la prévention routières ne peuvent trouver leur solution en dehors de la concertation et l'inter-sectorialité qui les caractérisent ?

Autant de questions restées sans réponses ! Le renforcement de la prévention routière, s'avère être une mission compliquée, puisque une telle politique implique la participation de différentes institutions sans compter les forces de police et de gendarmerie nationales, et également la société civile.

Les spots publicitaires ont inondé l'antenne pour appeler à la prudence et au respect du code de la route ; ce qui a conféré à l'opération, selon certains Algériens sceptiques, un sentiment de déjà vu et de déjà entendu !

Encore une campagne dont il n'est resté que quelques messages qui auront tournés en boucle dans la routine de notre quotidien.

A ce propos justement, une enquête a été menée en 1988 en France, sur les 15 années de campagnes précédentes de prévention routière. Elle a démontré que dans l'esprit des personnes interrogées, ces campagnes successives renvoient plus à « l'inéluctable qu'à la prévention » et que le problème est chez les autres !

Un spécialiste des politiques publiques de sécurité a même écrit, que le succès d'un slogan tel que « Boire ou conduire, il faut choisir » ne doit pas faire illusion sur son efficacité réelle pour changer les comportements. Même une personne qui a déjà subi un contrôle d'alcoolémie positif, aura, souvent, tendance à considérer « qu'elle maîtrise sa résistance à l'alcool, qu'elle est un bon conducteur et que ces campagnes s'adressent aux autres ». Les années suivantes, les campagnes ont été retraillées sous un angle différent pour impli-

quer davantage les usagers de la route. Les phrases-clés deviennent ainsi « Faisons la route ensemble », « Ensemble, on est sur la même route » et « Savoir conduire, c'est savoir vivre ». L'année d'après, la campagne se disait avec des images choc, qui montrent frontalement les conséquences d'une conduite sous emprise de l'alcool. Les responsables ont, par la suite, préféré alterner et jouer de tous les registres, y compris l'humour, estimant comme dans d'autres pays où le taux de mémorisation de l'humour est bien supérieur à celui de la violence.

Chez nous, la mort est présente sur nos routes à chaque virage. On perd la vie par fatalité. Par imprudence surtout : 9 morts et plusieurs blessés suite à une violente collision entre 2 véhicules touristiques sur la RN 16 reliant les wilayas d'El-Oued et Tébessa !

Donc, chaque année des personnes meurent sur les routes et des milliers d'autres sont blessés à divers degrés. Avec des handicaps lourds. Le Trésor public enregistre chaque exercice une perte sèche de 100 milliards de dinars. Constat terrible !

Les autorités donnent l'impression d'avoir intégré cette situation même si elles réaffirment, chaque année, leur volonté d'éradiquer le phénomène. La réalité des chiffres reste implacable. Les automobilistes sont livrés à eux-mêmes.

La route, c'est une jungle goudronnée où certains chauffards se permettent des pointes de vitesse à plus de 200 km/heure !

L'heure n'est plus au constat et certains douent encore de l'efficacité des campagnes de sensibilisation qui se répètent sans infléchir pour autant la courbe des victimes. Certains experts estiment que « le rôle des médias est nécessaire et la radio a tous les attributs de proximité et de rapidité pour être l'acteur de cette campagne qui aura l'avantage et le mérite d'accompagner les conducteurs algériens sur les routes et les autoroutes, en diffusant au quotidien, durant toute l'année 2016, des messages de sagesse, de retenue, de respect du code de la route et surtout de la vie humaine ». Ils affirment toutefois que « si le rôle des médias est nécessaire, il y va s'en dire qu'à elle toute seule, la communication n'arrêtera pas, à coup de spots publicitaires, les accidents de la route ».

S'agissant de la Délégation nationale de prévention et de sécurité routière, il faut dire qu'il ne s'agit pas d'une trouvaille algérienne dès lors où la délégation proposée s'inspire de ce qui existe déjà par ailleurs, en France, et qui est dénommée : « Délégation à la Prévention et la Sécurité Routières » ; à la différence que cette instance donne la priorité au volet répressif de la sécurité routière, car le ministère de l'Intérieur français est l'un des acteurs historiques majeurs de la sécurité routière et les récentes réformes administratives ont renforcé ses responsabilités en la matière : avec le rattachement de la Gendarmerie nationale au ministère de

l'Intérieur, il a autorité directe sur les deux forces chargées de faire respecter les règles de la sécurité routière : Police et Gendarmerie. Ce rapprochement lui permet de renforcer la cohérence de la lutte contre l'insécurité routière qu'il mène sur le terrain.

En comparaison, comme chacun le sait, si la Police nationale relève de l'autorité du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, la gendarmerie ou « Darak El Watani » comme elle est appelée officiellement, relève de la tutelle du ministère de la Défense nationale.

En Algérie, l'on retient tout de même la bonne volonté des autorités qui semblent, cette fois-ci, avoir intégré cette question de la violence routière, question cruciale au demeurant, qui a amené de par le monde, des hommes d'Etat à s'en saisir dès leur investiture. Jacques Chirac, par exemple, qui, peu après sa réélection en 2002, a inscrit dans son programme « la sécurité routière » comme l'un des trois chantiers prioritaires de son nouveau quinquennat avec deux autres thèmes plus consensuels : « la lutte contre le cancer » et « l'insertion des handicapés » ! Et son premier ministre d'alors, Jean Pierre Raffarin, avait affirmé, pour sa part, « qu'on ne peut plus parler de l'insécurité routière avec des mots qui montent, mais avec les vrais mots, les mots de violence, de délinquance, les mots, quelques-fois, d'assassinats » !

De ce qui précède, on ne doit plus, désormais, se contenter d'une campagne ponctuelle et se dire qu'on a fait le boulot ! L'action de sensibilisation aux dangers de la route doit se prolonger dans le temps :

- Pour devenir, par exemple, un « thème d'action et de communication privilégié » pour les walis et les maires !
- Elle doit aussi donner naissance à un « continuum éducatif » qui doit être mis en place et enseigné à l'école primaire en passant par le collège et le lycée !

Tout ceci pour dire que tout le monde est concerné par la violence routière. Y compris les animaux !

En effet, en Grande-Bretagne, le gouvernement britannique a lancé une campagne de prévention routière insolite, mettant en scène des animaux de la ferme. Pour réaliser cette campagne originale, l'agence de pub AMV BBDO a collaboré avec des éleveurs locaux :

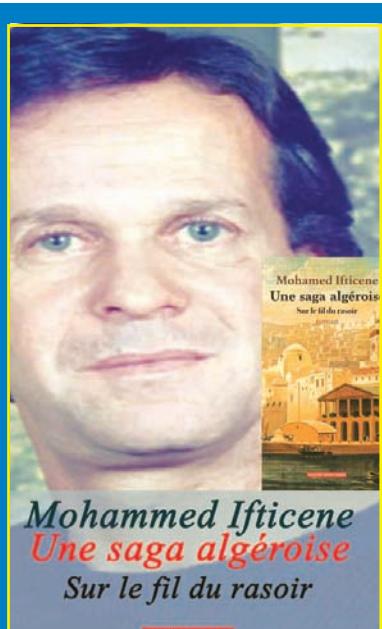
- Des messages comme : « slow down » ont été peints, en rouge, sur les toisons des moutons afin d'attirer l'attention des conducteurs.
- D'autres messages ont été inscrits sur des convois agricoles, des vaches ou encore des chevaux. Le ministre en charge de la sécurité routière, Andrew Jones, a déclaré : « on ne sait pas encore si cette campagne permettra de réduire le nombre d'accidents sur nos routes, mais avec plus de 100 000 vues sur You tube, notre initiative a rencontré un franc succès chez les internautes ! ».



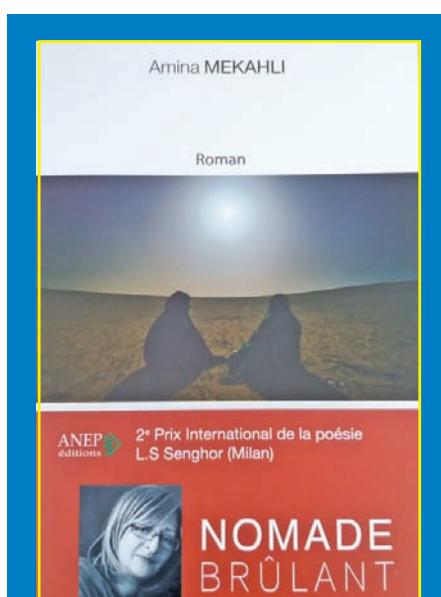
ERRANCES

Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



UNE SAGA ALGÉROISE.
Sur le fil du rasoir.
Roman de Mohamed Ifticène.
Editions Frantz Fanon, Alger
2022, 399 pages, 1200 dinars.



NOMADE BRÛLANT.
Roman de Amina Mekahli.
Aneb Editions, Alger 2017.
750 dinars, 222 pages (Fiche de lecture déjà publiée. Pour rappel)

Une histoire compliquée d'un tout jeu
ne enfant de nomades, ni orphelin,
ni abandonné, «enlevé» à ses parents biologiques durant la guerre de Libération pour être «adopté»... «enlevé» - grâce (?) à un jeune soldat aux yeux bleus (l'officier de Sas) l'ayant choisi au détriment des autres de sa classe... une véritable «roulette rus-

Voilà un hasard qui fait très bien les choses... littéraires. Au départ, confiait l'auteur à la presse, il y avait un scénario. Et, pour ne pas changer (dans notre champ audiovisuel...) et tout particulièrement en ce qui concerne les réalisateurs peu ou prou iconoclastes et Ifticène en fait partie), rude est (fut et sera) l'accession en Ligue 1, c'est-à-dire ceux qui arrivent à avoir accès aux financements soit étatiques soit autres. De plus, avec un marché national de la diffusion quasi-fermé et de la consommation contractée (peu de salles), il y a de quoi décourager les meilleures volontés du monde. Tout particulièrement chez les «anciens» qui vivent encore sur les réalisations des «glorieuses» années 60 et 70.

A quelque chose malheur est bon. Le scénario est transformé en... livre... et un jour, peut-être, en film («peut-être avec l'étranger, car il y a plus de moyens»).

Le contenu ? Presque en souvenir d'un vécu à Alger, de la vie à Alger... à l'époque de la colonisation... et juste après.

Une famille habitant La Casbah d'Alger (celle de Lyès, le très beau gosse, garçon blond aux yeux bleus, presque un «roumi» égaré dans l'école indigène, bagarreur, pas peureux ni timide pour un «sourdi», tisseur impénitent de relations intimes avec les filles, les femmes et les maîtresses des puissants, préparant sa vengeance contre ceux qui ont assassiné son père...) une famille avec des racines (au départ un peu oubliées) en Kabylie. Une famille qui, n'oublions pas que c'est le temps de la domination coloniale dont les effets sont ressentis parfois directement à l'intérieur de La Casbah elle-même. Une ville dans la ville

avec des familles honorables mais aussi ses truands musulmans... et européens, parfois s'acoquinant, ses maisons dites de «tolérance» et de jeux clandestins, ses règlements de comptes et ses trafics... plus pour survivre que pour bien vivre ! Il y a donc de la politique, de l'amour, de la bagarre, de la mort violente, de la joie, de la peine... tout ce qui fait la vie d'un individu et d'une communauté. Une cité devenue forteresse assiégée et martyrisée durant la guerre de Libération nationale, avec ses héros et héroïnes, ses traîtres, ses lâches et ses «observateurs». C'est à la fois la vie d'une famille mais aussi d'une communauté, durant toute cette période. Une période à la fois exaltante et douloureuse.

Les premières années de l'Indépendance apporteront certes un vent de liberté mais, aussi, hélas, pas mal de désillusions avec ses «marsiens», la lutte au sommet pour le pouvoir, les dérapages sécuritaires et sociaux... et à la base, avec la course aux avantages matériels immédiats. La «grandeur d'illusion» et l'échec des utopies ! On ne pouvait moins attendre, d'un jeune Algérien devenu adulte avant l'âge.

L'Auteur : Né en 1943 à Bir-Djebah en Haute Casbah (Alger). Réalisateur et scénariste de cinéma... et enseignant en audiovisuel. Etudes à Alger (Institut national du cinéma) et en Pologne (Lodz). Une vingtaine de films (fiction) à son actif (dont *Quinine*, *Jalti le gaucher*, *Les rameaux de feu*, *Le grain dans la meule*, *Le sang de l'exil*, *Les enfants du soleil*, *Les marchands de rêves...*) et autant de documentaires. C'est là son premier roman.

Extraits : «Les musulmans ne savent pas aimer. Avant le mariage, ils courrent les maisons closes, vite fait mal fait, ils en sor-

chir sans autorisation...»... que même les anciens officiers (des Sas) n'ont osé aborder. Trop de remords certainement. comme le personnage de Serge, l'officier qui a organisé le «kidnapping».

A la fin, il y a bien un retour au pays... mais le «regroupement», volontaire cette fois-ci, ne s'est pas passé comme prévu...

L'Auteure : Née à Mostaganem. Romancière, chroniqueuse, poète, traductrice. Plusieurs ouvrages. Premier roman, «*Le secret de la girafe*». Note complémentaire : Décédée suite à une longue maladie, dimanche 8 mai 2022, à l'âge de 55 ans.

Extraits : «Je n'y comprends rien à ces phénomènes de mode. Tous ces types sont pareils pour moi; ils utilisent la réalité des autres pour devenir célèbres et puis hop ! Ils se coupent de cette même réalité en s'en éloignent le plus possible en faisant appel à nous pour faire barrière entre eux et ceux qui les aiment» (Un agent de sécurité, p 16), «Le mode de vie nomade de la plus grande partie de la population a été le plus grand obstacle que la France ait rencontré en Algérie, pour asseoir sa domination et prendre possession des meilleures terres cultivables... Le première étape a été de tenter de déstabiliser ces nomades en modifiant leurs modes de vie ancestrales» (p. 138), «Les camps de regroupement... n'ont fait qu'achever le processus de «dépossession» commencé en 1830» (p 140), «La France ne nous a pas seulement enfermés dans des camps nous et

tent soulagés, mais frustrés. Une fois mariés, ils saillent leurs épouses et exigent des garçons alors que c'est l'homme qui porte la semence» (p17), «Zakya dénonça l'alliance entre les colons qui limitent la scolarité des indigènes au cycle primaire afin qu'ils sachent peu et les musulmans qui l'interdisent à leurs filles afin qu'elles ne sachent rien» (p82), «L'entrée triomphale de l'armée des frontières à Alger annonça les tyramies à venir» (p244) «La vie à Alger en ces premières années d'indépendance était entièrement vouée au culte de la personnalité et aux activités du rais» (p 57)

Avis Passionnant. Une fin d'ouvrage un peu trop «accélérée». Il est vrai que l'écriture cinématographique prend souvent le dessus chez l'auteur. Mille et une vérités. Vivement une ou plusieurs suites... avec un titre plus court. «Une saga algéroise» suffisait

Citations : «La voyance est un monde de ténèbres où la raison et la lumière ne rentrent pas» (p17), «Terribles sont les mœurs des Kabyles, effrayant est leur code d'honneur. Ils condamnent à mort des amoureux et baissent la tête devant des assassins» (p107), «Les chemins de l'amour sont pavés de grands renoncements» (p123), «L'amour est la plus belle des libertés... mais il ne faut pas en faire une obsession» (p203), «Quand une seule personne souffre d'illusion, on dit qu'elle est folle mais quand c'est des millions qui en souffrent, on dit qu'elles sont croyantes. Les religions sont des fabriques de fous» (p205), «Se taper la femme d'un grand voleur qui tape dans les caisses du trésor public est un bras d'honneur adressé à tous les corrompus de son pays» (p398)

nos familles non ! Elle a enfermé l'Algérie tout entière pendant 130 ans dans son passé avec ses ancêtres. Pendant 130 ans, personne n'a eu de présent et encore moins de futur, personne n'a évolué normalement comme l'a fait le reste du monde d'entretemps. Et, nous voilà aujourd'hui décalés et tirailés entre ces ancêtres qui nous ont quand même aidés à survivre à l'horreur et un avenir qu'on ne sait pas dessiner. Et, c'est le pauvre présent qui trinque et qu'on veut fuir» (p 200)

Avis Ecriture au parcours «nomadasant», difficile à suivre, tout particulièrement au début. Un véritable cours de psy' clinique ! Un peu trop, peut-être ?

Citations : «Brûler son identité n'est pas du tout facile à faire, c'est un suicide plus laborieux, plus lent et plus définitif que la mort elle-même. Mais brûler l'identité d'un peuple est le crime ultime : celui qui tue par-delà la mort elle-même» (p 69), «Le désert, c'est un peu comme Dieu, personne ne demande ce que c'est, car tout le monde croit le connaître. C'est pratique, c'est comme Dieu : tu n'as rien à expliquer. Sans doute parce qu'il est, lui aussi, grand devant la douleur des hommes» (p 80), «Nous utilisons souvent des expressions entières pour dire de petites choses insignifiantes... C'est cela aussi le mystère de notre langue. Les sens cachés, suggérés, insinués, les évocations subtiles. Notre langage est un exercice du mystère» (p 87)

Saison estivale 550.000 m³/jour pour l'alimentation en eau potable

Houari Barti

Les apports en eau destinés à l'alimentation en eau potable de la wilaya d'Oran devront atteindre jusqu'à 550.000 m³/jour en prévision de la saison estivale, a indiqué hier au Quotidien d'Oran, le directeur général de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR), Oussama Helaïli. Le programme de distribution devra dès lors passer à une alimentation à 96% en H 24.

Les apports supplémentaires accordés à la wilaya d'Oran, a expliqué le DG de la SEOR, l'ont été à la faveur de l'embellie de la pluviométrie durant ces dernières semaines qui a augmenté les stocks d'eaux superficielles au niveau du barrage de Chelif, dont le taux de remplissage a atteint les 100% et du barrage de Kerrada qui a atteint un taux de remplissage de plus de 70%. Du côté ouest, la wilaya d'Oran compte également sur le cratère de Dziouia, dont les réserves sont actuellement estimées à 6,2 millions de m³, a-t-il par ailleurs indiqué.

Aussi, la Station de dessalement d'eau de mer d'El Mactââ, qui a dû récemment opérer un arrêt

technique pour assurer sa maintenance, a repris du service hier et prévoit d'augmenter davantage sa capacité de production qui devra atteindre les 380.000 m³/jour avant la fin du mois de mai en cours. L'acquisition fin février dernier d'un total de 6.200 membranes par la société Tahliat Miah El Magtaa (TMM) intervient justement dans la perspective de booster graduellement les capacités de production de la station.

Ceci s'inscrit dans le cadre d'un objectif à plus long terme, celui de faire fonctionner l'usine à plein régime, en portant sa production journalière à ses capacités maximales estimées à 500.000 m³ à l'horizon 2024. Un impératif imposé par l'instabilité hydrique que traverse le pays en général et la wilaya d'Oran.

S'agissant de la situation actuelle de l'alimentation en eau potable au niveau de la wilaya d'Oran, M. Helaïli estime qu'elle s'est considérablement améliorée depuis mars dernier, période durant laquelle le ministère des Ressources en eau avait décidé de combler le déficit que connaissait la wilaya en autorisant, notamment, des lâ-

chers d'eau à partir du barrage Boughrara (wilaya de Mascara) pour alimenter le cratère de Dziouia. Depuis le mois de Ramadhan, la situation s'est ainsi considérablement améliorée, a-t-il soutenu, comme en témoigne la diminution considérable du nombre de réclamations enregistrées au niveau du service d'appel de la SEOR.

Par ailleurs, et pour ce qui est des projets en cours visant l'amélioration de l'AEP, M. Helaïli citera tout d'abord le projet de réhabilitation des puits et forages, qui assurera un apport supplémentaire de 15.000 m³/jour ainsi que le projet de réhabilitation du réseau au niveau de 9 zones afin de limiter les déperditions occasionnées par les fuites d'eau. Aussi, et de grands projets sont également programmés, à l'exemple du projet de dédoublement de la conduite SDEM El Mactââ-MAO, et celui du dédoublement de la chaîne Boulélis-Aïn El Turck et qui s'étale sur cinq communes (El Ançor, Bousfer, Aïn El Turck, Aïn El Kerma et Boutlélis), pour garantir un débit supplémentaire aux abonnés des localités de la corniche.

Elles entravaient l'entrée du nouveau marché de proximité Deux constructions illicites rasées à Aïn El Turck

K. Assia

Deux constructions illicites érigées au marché informel et qui bloquaient l'entrée du futur marché de proximité sis à Aïn El Truck ont été rasées avant-hier, lors d'une opération menée par les services de l'APC, appuyés par les éléments de la sûreté de la daïra de Aïn El Turck. Ces habitations en parpaings entraînaient l'entrée du nouveau marché de proximité qui ouvrira ses portes la semaine prochaine d'où l'urgence de stopper ce phénomène qui risquait de prendre de l'ampleur, indique-t-on. A vrai dire, depuis plu-

sieurs jours, les services de l'APC de Aïn El Truck ont intensifié les actions en direction des vendeurs au niveau du marché informel. Lors d'une sortie effectuée en début de semaine, au marché informel, par les élus, les inspecteurs du commerce, les services de la police, les membres de la commission de la santé et de l'hygiène de l'APC de Aïn El Turck, plusieurs mises en demeure ont été adressées aux vendeurs pour évacuer le site et rejoindre le nouveau marché couvert de Aïn El Turck.

L'opération intervient au moment où d'intenses travaux d'aménagement ont été lancés dans l'enceinte

du nouveau marché de proximité situé dans le quartier Nakhil en plein cœur de la commune de Aïn El Turck. Réalisé en 2012, ce marché parisien dispose de 47 locaux commerciaux et 141 stands et a été fermé depuis sa réception, il y a dix ans. Dans ce registre et pour venir en aide aux commerçants, une décision d'aménager le nouveau marché a été initiée et plusieurs travaux de réhabilitation ont été lancés afin d'ouvrir l'enceinte dans les prochains jours. Une bonne nouvelle pour le collectif des commerçants qui ont toujours appelé à l'ouverture de cette enceinte commerciale.

Commune d'Oran

Lancement des travaux de réhabilitation de la signalisation routière

J. Boukraa

Une importante opération de réhabilitation de la signalisation horizontale a été lancée par la division de la voirie et de la circulation de la commune d'Oran.

L'action a touché plusieurs artères à l'instar du chemin de wilaya N°75 à partir du rond-point de Canastel au secteur urbain El Menzah et Es-Seddikia. En plus de la mise à niveau et de la réhabilitation des signalisations horizontales, il est aussi prévu l'entretien de la signalisation verticale et des panneaux de direction et d'orientation.

L'opération va toucher les axes

principaux de la commune. L'opération, qui porte sur l'entretien et la modernisation du réseau routier, donnera lieu à la mise en place d'une nouvelle signalisation horizontale et l'installation de nouveaux panneaux de direction.

L'opération consiste en particulier à remplacer des panneaux volés par des malfrats, spécialisés dans le vol de matériaux ferreux. Un énorme préjudice financier est subi par la commune par le vol des plaques. Dans certains endroits, «sens interdit» et «stationnement interdit» ont laissé «orphelins» les poteaux qui leur servaient de supports. Des axes routiers parfois importants se retrouvent

dépourvus, laissant les supports plantés, mais sans les plaques de signalisation. Plus grave encore, même les plaques de stop peuvent disparaître, mettant ainsi en danger la vie des automobilistes et autres usagers de la route. Les vols sont généralement perpétrés de nuit ou tôt le matin, principalement dans la périphérie où un nombre important de vols de plaques de signalisation a été signalé. Se souciant peu du bien public, les voleurs les vendent à bas prix ou en font divers objets. Des réseaux mafieux se sont spécialisés dans le vol de ces plaques avant de les revendre à des exportateurs peu regardants.

Incendie dans une habitation de deux niveaux Le pire évité de justesse à Haï Khemisti

Le pire a été évité de justesse lorsque l'incendie s'est déclaré dans une maison à Haï Khemisti au niveau du lieu-dit Bouchikhi. Le feu s'est déclaré au sous-sol d'une habitation de deux niveaux.

Les flammes se sont propagées sur une superficie de 240 m² et ont dé-

truit une carcasse d'une voiture, de l'immobilier et des produits électroménagers. Aucun blessé n'a été déploré. L'intervention rapide des pompiers a permis de sauver le reste de la maison et du voisinage.

Un important dispositif humain et matériel a été mobilisé dans le ca-

dre de cette opération dont une cinquantaine d'agents et une dizaine de véhicules. Le même jour, un incendie s'est déclaré dans un magasin de vêtement situé au niveau du marché populaire de Medina Djedida. Heureusement aucun blessé n'a été déploré.

J. Boukraa

Direction de l'environnement Lancement de la 2^{ème} édition du concours «l'école écologique»

La deuxième édition du concours «l'école écologique», ouverte aux établissements scolaires de la wilaya d'Oran, a été récemment lancée, avec des évaluations qui dureront jusqu'à la fin du mois de mai, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'Environnement.

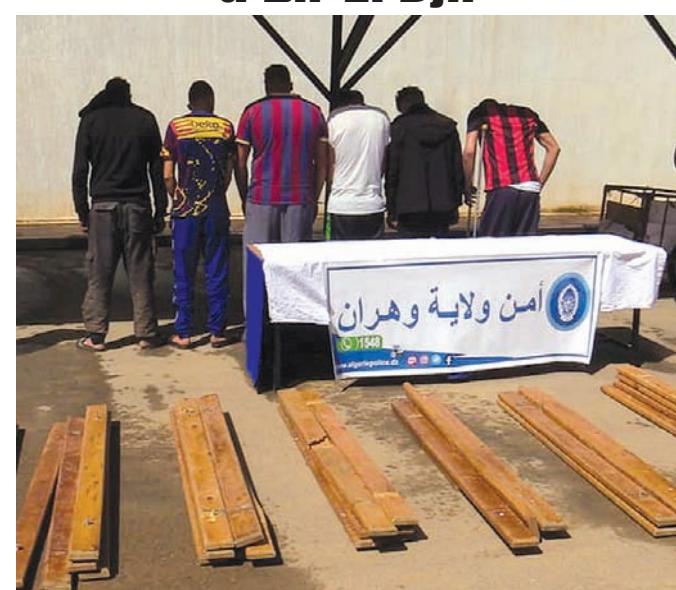
Une trentaine d'établissements scolaires des trois paliers, primaire, moyen et secondaire, se sont inscrits à ce concours, qui vise à promouvoir les pratiques écologiques auprès des élèves et des professeurs, a indiqué la chargée de communication à la direction locale de l'environnement, Aïcha Mansouri.

Le concours de «l'école écologique» vise à encourager les pratiques écologiques au niveau des établissements scolaires, comme la création d'espaces verts et le tri des déchets, a expliqué Mme Mansouri, ajoutant que dans un nombre d'écoles, élèves et professeurs participent aux travaux d'entretien des espaces verts et d'embellissement de l'environnement de l'école.

Plaques de signalisation routière,

chaises métalliques...

Une bande spécialisée dans le vol démantelée à Bir El Djir



K. Assia

Jeux méditerranéens prévus le mois prochain.

Une bande de malfaiteurs composée de six individus âgés entre 22 et 35 ans dont un mineur a été arrêtée par les services de la sûreté de Bir El Djir pour vol de plaques de signalisation et de circulation, de chaises métalliques et autres équipements publics au niveau de la rue d'évitement de la route nationale n°11.

L'enquête diligentée par les services de la police a permis de connaître le mode opératoire de cette bande qui une fois ce matériel volé était écoulé sur le marché, un véritable préjudice pour la ville d'Oran qui depuis des mois s'attelle aux derniers préparatifs des

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Benmehamed AEK, 75 ans, Sid Chahmi
Delhoum Merabha, 86 ans, Saint-Rémy
Lahaj Yamina, 83 ans, Cuvelier
Ghalem Yasmine, 42 ans, Es-Seddikia

Horaires des prières pour Oran et ses environs

18 chouel 1443

El Fedjr 04h16	Dohr 12h59	Assar 16h47	Maghreb 20h04	Icha 21h42
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TLEMCEN

Le salon de l'étudiant de retour

La pandémie a privé de nombreux étudiants de portes ouvertes et de salons d'orientation, ces deux dernières années.

Khaled Boumediene

Suivant les pas des précédents salons d'Oran (les 22 et 23 mars), de Constantine (le 12 mai) et d'Alger (les 14 et 15 mai), le salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives «Khotwa», est revenu mardi dernier, au palais de la culture «Abdelkrim Dali» de Tlemcen. Cet espace d'échanges, d'informations essentielles et d'orientation des jeunes sur les choix de leurs études, et des formations et opportunités à saisir en vue de bâtir un avenir prometteur, a permis à de nombreux jeunes visiteurs de se fixer sur l'avenir, grâce au retour du format physique (plus spontané et efficace), et la présence des professionnels des établissements de

l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle ainsi que les divers dispositifs d'emploi et de soutien à l'entrepreneuriat et des dénicheurs de talents et recruteurs, qui ont apporté un éclairage pertinent à l'ensemble des visiteurs.

Lors de cette édition, les jeunes ont glané de précieuses informations sur leur plan de carrière et leur projet futur en posant des questions et en déambulant dans les entrailles du grand hall du palais de la culture ou en assistant à des conférences thématiques et à des ateliers et coachings gratuits animés par des associations et clubs universitaires. « Les nombreux exposants des universités algériennes et internationales, des écoles nationales préparatoires et supérieures et d'un bon nombre d'in-

tits privés, ont permis aux jeunes, qui ont déjà une petite idée sur leur orientation, d'affiner leurs choix.

En somme, ce salon permet aux jeunes d'anticiper et d'obtenir des réponses précises suivant les goûts, aspirations de chacun et d'éviter aux jeunes de suivre une orientation forcée qui conduit souvent à un échec.

Ils pourront aussi découvrir les nouvelles offres de formation, se renseigner sur les métiers et s'informer sur l'entrepreneuriat et les études à l'international», se réjouit Zaki Soufi, président du comité d'organisation de ce salon. A noter que ce salon d'information et d'orientation clôturera sa tournée ce 19 mai (Journée nationale de l'étudiant) à l'université Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbes.

L'archéologie islamique en question

Khaled Boumediene

Placé sous le slogan « l'archéologie islamique du Nord-africain : histoire, réalités et défis », un colloque national organisé dans le cadre du mois du patrimoine, a pour objectif, l'ouverture d'une plateforme aux étudiants doctorants et post-doctorants du département de l'archéologie de l'université, afin de cerner ce type de recherches futures et d'inciter les architectes, les ingénieurs et les collectivités locales à mieux protéger et valoriser le patrimoine de l'architecture islamique que recèle l'Algérie et les pays du Nord-africain.

Pour ce faire, le musée d'archéologie islamique de Tlemcen et le laboratoire de la recherche du patrimoine archéologique et sa valorisation de l'université, ont convié mardi de nombreux spécialistes et chercheurs universitaires et professionnels, pour prendre part à cette manifestation scientifique et intervenir sur la problématique des multiples richesses patrimoniales du-

rant la période de la colonisation européenne et sur leur situation depuis l'indépendance des pays du Nord-africain, ainsi que sur le patrimoine archéologique islamique et sa relation avec le tourisme et d'autre part, pour amorcer des échanges d'expériences scientifiques modernes menées dans l'art et l'archéologie islamique et organiser des tables rondes et ateliers ayant trait à l'histoire, réalités et des défis du patrimoine archéologique islamique. Ces différentes thématiques ont été encadrées par un comité scientifique et d'organisation, composé de professeurs et chercheurs aux profils variés,

partement de l'archéologie de l'université de Tlemcen, Rezki Cherki, « ce colloque vise aussi à rassembler le plus largement possible celles et ceux qui feront l'histoire de l'archéologie islamique de demain, et qui ont déjà à cœur de réfléchir sur les rôles possibles de leurs disciplines d'autant plus que ces problématiques de l'archéologie islamique sont en effet fréquemment abordées dans les débats publics.

Ces occasions de rencontres et d'échanges se veulent le rendez-vous pérenne à l'ensemble des spécialistes et acteurs et actrices de l'archéologie islamique, qui souhaitent se faire l'écho de leurs discussions riches et constructives, pour valoriser le patrimoine archéologique islamique. Je remercie le musée d'archéologie islamique de Tlemcen et le laboratoire de la recherche du patrimoine archéologique et sa valorisation de l'université pour le rôle majeur joué dans la défense de la conservation et la valorisation des sites archéologiques islamiques».

Selon le professeur du dé-

RELIZANE

L'alimentation en eau perturbée

Plusieurs quartiers et cités d'habitation de la ville de Relizane ont connu mardi des perturbations et des coupures dans l'alimentation en eau potable en raison des travaux de maintenance, a-t-on appris auprès de l'unité de wilaya de «l'Algérienne des eaux» (ADE).

Les perturbations de l'AEP sont dues aux travaux de maintenance au niveau du réseau de distribution d'eau potable qui alimente plusieurs cités d'habitation de la ville de Relizane, a-t-on indiqué de même source.

Ces perturbations touchent des quartiers et cités de la partie-est de la

ville de Relizane, à l'instar des quartier «Stal», «Romane» et «Zeghloul» et la cité «5 juillet», a-t-on précisé.

L'unité de l'AEP a fait savoir que des équipes techniques sont à pied d'œuvre pour achever les travaux le plus rapidement possible et rétablir l'alimentation en eau potable.

MOSTAGANEM

Deux réseaux de passeurs démantelés

Deux réseaux de passeurs impliqués dans l'organisation de traversées clandestines par mer ont été démantelés ces dernières 72 heures par les services de la gendarmerie nationale de Mostaganem, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication et des relations publiques du groupement territorial de ce corps de sécurité.

Cette opération, intervenant dans le cadre du

plan opérationnel de lutte contre le phénomène de l'émigration clandestine par mer, s'est soldée par l'arrestation de quatre mis en cause dont un mineur, alors que deux autres sont en état de fuite, a-t-on indiqué dans un communiqué de la gendarmerie nationale de Mostaganem dont une copie a été remise à l'APS.

Les mêmes services ont saisi une embarcation de plaisance, sans immatricu-

lation, de 5,2 mètres de long dotée de deux moteurs d'une puissance de 100 et 40 chevaux, 10 jerricans de 30 litres remplis de mazout et autres équipements et matériels de navigation. Les quatre individus arrêtés seront présentés devant les instances judiciaires territorialement compétentes une fois les investigations achevées, a précisé le document de la gendarmerie de Mostaganem.

AÏN TÉMOUCHENT

Des logements au profit des enseignants universitaires

Quelque 50 logements promotionnels publics sont réservés aux enseignants de l'Université "Belhadj Bouchaïb" d'Aïn Témouchent, a-t-on appris du directeur de l'Université, le Dr Abdellakader Ziadi.

L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts

déployés pour prendre en charge les préoccupations des universitaires notamment celles liées au volet social, ce qui contribuera à améliorer leurs conditions de vie, a ajouté la même source.

La direction de l'Université a fixé la fin du mois en cours comme dernier dé-

lai d'inscription pour les enseignants désirant bénéficier de ce quota d'habitat disposant des logements de type F3, F4 et F5, a encore souligné M. Ziadi. Pour rappel, l'Université "Belhadj Bouchaïb" avait déjà bénéficié d'un programme de 150 logements de fonction.

MASCARA

Plantation de plus de 90.000 arbustes en six mois

Pas moins de 92.834 arbustes ont été plantés dans la wilaya de Mascara de fin octobre 2021 à fin avril dernier dans le cadre de l'opération de reboisement, a-t-on appris auprès de la conservation des forêts. Le chef de service extension du patrimoine forestier et mise en valeur des terres à la conservation, Sadat Othmane, a indiqué, à l'APS en marge d'une journée d'information et d'évaluation des opérations de reboisement réalisées au titre de la saison 2021-2022, que

92.834 arbustes ont été mises en terre durant la période allant de fin octobre 2021 à fin avril dernier, dans le cadre des opérations de reboisement ayant ciblé les établissements éducatifs et publics, les cités et groupements d'habitat, les espaces verts, les

abords des routes et des barrages, les cimetières et les espaces non boisés.

Aux initiatives de volontariat pour le repeuplement des espaces non boisés ont pris part plusieurs instances, entreprises publiques et collectivités locales,

à l'instar des directions de la protection civile, de la sûreté de wilaya, de l'éducation, de la conservation des forêts, ainsi que le commissariat de wilaya des Scouts musulmans algériens (SMA), les comités de quartiers et les citoyens.

Ces opérations concernent la plantation de variétés de plants dont le pin d'Alep, l'acacia, le genévrier, le cèdre d'Atlantique et d'autres plants d'ornement, selon la même source. Les opérations de volontariat de reboisement, réalisées durant la période

allant de fin octobre à fin mars dernier, ont dépassé les objectifs escomptés fixés par la conservation des forêts à 90.000 arbustes, a indiqué M. Sadat.

Par ailleurs, la même source a rappelé la mise en terre, durant la campagne de reboisement de 2021-2022 dans la wilaya, de 730.000 arbustes sur une superficie globale de 770 hectares, faisant observer que cette opération entre dans le cadre du programme d'aménagement et d'extension des superficies forestières et de la protection des bassins versants des zones forestières de 16 communes de la wilaya.

La wilaya de Mascara recèle un patrimoine forestier important dont la superficie globale est de 90.223 ha s'étendant sur différentes parties du territoire de la wilaya.

La pollution fait neuf millions de morts prématurés dans le monde

La pollution était responsable de la mort prématuée de neuf millions de personnes en 2019, selon une étude publié mercredi dans la revue Lancet, un bilan qui ne s'améliore pas, principalement à cause de la mauvaise qualité de l'air et des polluants chimiques, plomb notamment.



Quatre ans après un premier rapport, la situation n'a pas évolué: environ une mort prématuée sur six dans le monde est liée à la pollution, déplore la Commission sur la pollution et la santé du Lancet. La pollution et les déchets créés par les humains rejetés dans l'air, l'eau et le sol tuent rarement directement, mais sont à l'origine de graves maladies du cœur, de cancers, de problèmes respiratoires ou de diarrhées aiguës.

«Les effets sur la santé restent énormes, et les pays à faible et moyen revenus en subissent le poids», résume l'auteur

principal et codirecteur de la commission Richard Fuller. Ils concentrent en effet 92% de ces décès et la majeure partie des pertes économiques qui en découlent.

«L'attention et le financement n'ont que très peu augmenté depuis 2015, malgré une augmentation bien documentée des préoccupations du public en matière de pollution et de ses effets sur la santé», se lamente-t-il, cité dans un communiqué.

Si les décès prématués liés aux types de pollutions associées à l'extrême pauvreté sont en repli, ceux liés à la pollution de l'air et à la pollution par produits chimiques

augmentent. «L'effet de la pollution sur la santé reste bien plus important que celui de la guerre, du terrorisme, de la malaria, du VIH, de la tuberculose, des drogues et de l'alcool, et le nombre de morts causées par la pollution rivaillé avec celles causées par le tabac», est-il souligné.

En 2019, 6,7 millions des morts prématuées sont attribuables à la pollution de l'air, 1,4 million à la pollution de l'eau, 900.000 au saturnisme.

«Le fait que la situation du plomb s'aggrave, principalement dans ces pays plus pauvres, et s'accélère en termes de nombre de décès, est horrible», s'est inquiété M. Fuller.

Publicité

ASSEMBLÉE

Le Gérant de la SARL 'EL FALLAH' convoque les représentants des héritiers de Khodja El Kacem, Khodja Mansour, Khodja Abdellaziz, Khodja Abdelhak pour délibérer l'ordre du jour: Approbation du bilan exercice 2021, Dissolution de la SARL 'EL FALLAH', à la réunion qui se tiendra le 4 juin 2022, à 10h30, au siège de la SARL à Hessian Toual, en présence d'un Huissier de justice.

AVIS DE VENTE D'UN BIEN IMMOBILIER

La SIGESIM, met en vente par soumissions cachetées au plus offrant, un bien immobilier localisé dans la zone d'activités d'Ouled Boudjemâa, commune de Beni-Saf, Ain Temouchent, composé d'un terrain qui développe une superficie de **1.449 m²**, sur lequel sont érigées deux constructions non achevées.

Le prix de vente minimum est fixé à **43 940 000 DA**.

Conditions de vente :

- ✓ Les personnes intéressées doivent se rapprocher de la SIGESIM pour retirer le cahier des charges qui fixe les clauses et conditions applicables à la vente ;
- ✓ Le dépôt et l'ouverture des offres est fixé au jeudi 02 juin 2022, à 10h ;
- ✓ Pour toute autre information, vous êtes invités à vous rapprocher de la SIGESIM, sise à Alger, El Hamma, ou à téléphoner au : (023) 511 674 / (023) 511 676.

ANNONCES CLASSÉES

APPARTEMENTS

■ A vendre F4 rez de chaussée, à Misserghine, sup 90 m², 2 façades avec 3 balcons, petit jardin, acté, livret foncier disponible. curieux s'abstenir – 0672.76.32.51

■ A louer appart de 250 m², 1^{er} étage, seul au palier, bien aménagé, à Plateau, façade sur Bd Adda Benaouda /Oran convient clinique / labo d'analyses, centre radiologie...etc 0780.34.31.96

■ Vends ou loue 1 joli appart, au 1^{er} étage, dans 1 immeuble de 05 locataires, au centre-ville d'Oran, à 20 m du Consulat d'Espagne, endroit calme et sécurisé, bon voisinage de préférence pour une profession libérale – Tél : 0672.40.81.03- 0559.75.08.01

■ Mostaganem Mazagran, vends appart F4 refait à neuf, avec chauffage central, 5^e étage avec ascenseur, cité fermée avec parking – 0792.62.49.42 HB

■ A Mostaganem Kharouba à louer pour famille, saison estivale un appart F3 refait à neuf et meublé, 2^e étage à proximité de la mer et de Mostaland aquaparc et du tramway – Tél : 0550.73.02.51

■ Loue appartement F4, 12^e étage pas loin de l'université USTO 0551.25.30.54 visite les samedis de 8h à 14h

■ Loue une P.C cité Amel – cherche F4 au Rdc, Oran ou échange plus complément – 0791.65.58.13

■ Vente des apparts promotionnels : F2+F3+F4 et F5 top, cuisine équipée, chaudière, ch/c, box de voitures, etc. à Cité Petit, Maraval, wilaya, Bir El Djir – Tél : 0772.43.37.38 - 0555.89.91.04

■ A vendre appart, 4^e étage, superficie 91 m², à Akid Lotfi résidence Ouancharice, entrée B (promotion Benabed) ; la visite tous les jours à partir de 17h30. Tel- 0557.42.92.09

■ A vendre 2 apparts F4, 2 grandes terrasses dans une nouvelle résidence, à Oran sup, 100 m² et 115 m² - Tél : 0776.92.49.82 - 0554.38.21.80

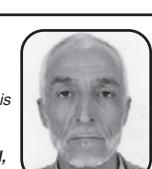
■ Vends appart F3, 2^e étage, toutes commodités, climatiseur, tél, Internet, mischler à Mostaganem pas loin de la mer, par désistement – Tél : 0696.38.48.19

■ Vends bel appartement F4, 110 m² ensoleillé bon état situé sur le Front de mer, 2^e étage convient pour Sté nationale ou privée – 0553.15.16.24 - 0793.98.83.08

■ A louer F4, 104 m², au 1^{er} étage, luxe cité sécurisée, calme cité Sonatrach, El Bahia, Oran – 0549.11.27.24

■ Vends immeuble, centre-ville, Oran, 50 m, place des Victoires pour promotion immobilière, garage au S/Sol + rez de chaussée et 8 étages, fini à 80% - Tél : 0666.43.19.36

40^e JOUR
40 jours se sont écoulés depuis la disparition à jamais de notre cher et regretté père LASLAH Djelloul, décédé le 10 avril 2022, à l'âge de 69 ans après une longue maladie, en laissant derrière lui un immense vide irremplacable dans la famille et les amis que personne ne pourra combler.



Son fils LASLAH Mohamed et toute la famille LASLAH de la commune de sidi Khaled (ex Palissy) SBA demandent à tous ceux qui ont connu cet homme exceptionnel, généreux et souriant d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.

Son fils LASLAH Mohamed

اتا ش وانا اليه راجعون

VILLAS

■ A vendre immeuble de 3 étages, à Mers el Hadjadj (Port aux Poules) 6 logements et 3 studios, 2 terrasses vue sur mer 100 m de la plage, 1 garage pour 2 véhicules. Tél : 0542.41.42.75

■ TLEMCEN : vends maison, carcasse, finie à 70%, Rdc+1^{er} superficie 403 m², situé côté mosquée Imam Ali, Imama ou échange avec un appart à Alger – Tél : 0542.92.94.35

■ A vendre maison Rdc, 2F, 221 m², actée El Akid derrière meubles Almania – Tél : 0794.36.33.54

■ A vendre villa environ 250 m², R+1, actée, 1 seule façade, 2 garages, 2 gdes terrasses, petit jardin, bien sécurisée à Fernand-ville Oran – 0556.89.99.58 ; visite uniquement vendredi et samedi sur RDV.

■ Canastel : Loue beau F3 niv villa + cuisine open space + salle de bain, super lux, vue sur mer et forêt, endroit calme et luxé -Tél : 0776.96.90.51

■ Loue villa 2 niv, 1^{er} et 2^e convient prof libérale (dentiste, avocat, médecin, labo d'analyses, siège sté, ag de voyages...) à Hai Daya, en face Sonatrach – 0556.40.59.76 / 0553.11.03.01

■ Vds à Bouzedjar, maison à 800 m de la mer, 200 m², 3 étages un appart par étage, garage, actée + L/F, b vois, bien située nvelle const – 0780.34.31.96

■ A.V/Ech M.M Rdc, A/Turck, 3 faç, face 25 m, actée + LF, 300 m², F3 + studio, 3 entr: Dble WC, SDB, cuis + eau + gaz + 2 cours (140 m²) + gar + jar + ch/centr + TF + Inter, quart résidentiel et calme, idéale pour tout projet. Tél : 0795.17.16.39 - 0696.02.07.94 visite sur RDV

■ Vends villa à Trouville plage, 400 m², 2 niveaux, dble façade, jardin, garage, idéale pour promotion ou hôtel à 100 m de la plage – Téléphone : 0659.23.39.18

■ A louer une villa très bien placée à Gambetta, ORAN, 1.500 m² de terrain, une villa de 200 m² avec plusieurs autres ; petite bâtie convient pour un usage commercial et résidentiel – Tél : 0796.22.38.82 - 0552.62.23.97

■ A vendre maison à Gambetta Oran, 120 m² actée + livret foncier, prix 3 milliards 500 – Tél : 0792.32.70.76

■ Maison de maître à vendre, 135 m², R+2, F6, chaf C + 05 clim, cuisine équipée, b/eau, 2 terrasses + citerne eau + garage actée + L/F, Kara 2, Senia finie à 100%, libre de suite – Tél : 0668.35.62.77

■ A louer licence de café, à ORAN – 0778.25.71.64

EMPLOIS

■ Entreprise BTP ORAN, recrute un (01) chef de chantier (Ingénieur Génie civil/ architecte, master et expérience 05 ans et plus), envoyez CV sur mail : sarl.alget@yahoo.fr ou appelez sur le 0699.00.48.43

■ Entreprise BTP ORAN, recrute un (01) conducteur d'engin (grue mobile) avec expérience de 05 ans et plus), envoyez CV sur mail : sarl.alget@yahoo.fr ouappelez sur 0699.00.48.43

■ Clinique à ORAN cherche pour recrutement directeur commercial, délégué médical, informaticien, community manager, chirurgien-dentiste, assistante dentaire – cdiag123@gmail.com

■ Jeune pharmacienne expérience variée dans le domaine pharmaceutique production, direction technique et distribution, gestion de pharmacie privée (libéral) et en milieu hospitalier, cherche emploi. Etudie toute proposition, contactez le 0771.99.23.62

■ Dame sérieuse cherche emploi comme garde malade ou nourrice jour et nuit – 0554.95.39.89

■ Société privée à Oran recrute : Secrétaire, niveau universitaire maîtrise parfaite de l'anglais et outil informatique, expérience exigée – Email : emiratesayeb@gmail.com

■ Pizzéria à daïra de Bir el Djir, Oran, recrute : ouvriers spécialisés (pizzaïolo) avec expérience et sérieux – 0550.25.18.91

■ Agence de voyages sise à Oran cherche dans l'immédiat agent commercial, homme ou femme maîtrisant l'outil informatique et le système Amadeus. Résident à Oran – CV au : leaders.net.2015@gmail.com

■ Atelier de couture situé à Choupot recrute des couturières point droit qualifiées, et machine sur machine à broder sérieux et motivé – Tél : 0549.82.77.89

LOCAUX

■ Vente d'un local 15 m², acté, côté clinique Belazreg, Miramar – 0549.95.33.58 – 460 U

■ Location d'un hangar en charpente sup métallique, environ 1.500 m² dont 500 m² couverts, 2 façades, à 100 m de 4^e périphérique Oran – 0771.86.07.30

■ On met en vente des locaux commerciaux promotionnels actés situés sur grand boulevard de Belgaïd, en face l'Université. Local n° 1 : 28,90 m², local N° 02 : 29,45 m², local N° 3 : 45,50 m², local N° 4 : 71,18 m², local N° 5 : 92 m². Contactez le 0697.42.10.50

■ A louer local de 2.000 m², bien aménagé, hauteur 8m, situé sur grand boulevard Emir Aek, Es-Senia Oran – Tél : 0782.55.55.41

TERRAINS

■ A vendre lot de terrain urbansable 2.285 m², acté avec habitation et un hangar, situé à Marsa el Kebir Ain Khedidja Oran – 0770.30.43.59

Football - Ligue 1

Les poursuivants à l'affût

Après la mise à jour de mardi et mercredi, le championnat reprend avec la 31^e journée, programmée vendredi, samedi et dimanche.

Ajjal Lahouari

Dès demain, quatre formations ouvriront le bal, et tout indique que tout pronostic est aléatoire compte tenu de la situation déjà soulignée, par nos soins, dans une récente édition. Pour leur part, les Pacistes, revigorés par les trois points récoltés face à la JSS, viseront la victoire à Biskra. Mais les locaux ne l'entendent pas de cette oreille et voudront se mettre définitivement à l'abri. Une heure plus tard, ce sera un autre duel prometteur au stade Omar Hamadi où les Usmistes ont la ferme intention de confirmer leur belle victoire face au MCA et réjouir de nouveau leurs fans. Et quoi de mieux qu'une victoire face à un CSC toujours aussi inconstant. Samedi, cinq rencontres sont inscrites au programme. Elles intéressent la majorité des équipes du bas du tableau. N'ayant plus aucun espoir de maintien, on se demande dans quel état d'esprit le WAT, le RCR et le NAHD vont-ils entamer leurs matches, surtout celui mettant aux prises le NAHD au RCR. Au

sein de ces deux clubs, il est clair qu'ils doivent préparer, d'ores et déjà, leur avenir en Ligue 2. Quant aux Tlemceniens, ils sont appelés à limiter les dégâts à Tizi-Ouzou, face à une JSK de plus en plus ambitieuse. C'est la même situation pour les Médéens de l'OM, qui seront en déplacement à Béchar, face à des Sudistes qui n'ont pas abandonné leur projet du podium. De ce fait, il est logique de pronostiquer une victoire aisée des locaux. De leur côté, les Mouloudéens du MCA doivent s'attendre à une sérieuse résistance du HB Chelghoum Laid, une équipe menacée. Il est certain que les gars du Hillel suivront avec attention

le match ASO-NCM, qui se déroulera à la même heure pour la bonne raison que le Nejm est un adversaire direct dans cette zone des turbulences. Enfin, dimanche, Oran aura droit à un classique du championnat avec l'affiche MCO-CRB. Etant donné leurs objectifs, les deux équipes vont tout donner pour obtenir le meilleur résultat possible. Le résultat de ce choc intéressera au plus haut point les clubs du haut de tableau. Autant dire que le CRB est en danger. On terminera ce tour d'horizon par le match RCA-ESS, entre deux formations ayant besoin de points pour des objectifs différents. Là aussi, le suspense est de mise.

Vendredi à 17h00

Biskra:	USB	-	PAC
Bologhine (18h00) :	USMA	-	CSC

Samedi à 16h00

Chlef:	ASO	-	NCM
Chelghoum Laid:	HBCL	-	MCA
20 Août:	NAHD	-	RCR
Tizi-Ouzou (17h45):	JSK	-	WAT
Béchar (18h00):	JSS	-	OM

Dimanche à 16h00

Arba:	RCA	-	ESS
Oran:	MCO	-	CRB

Tiaret : le mouvement sportif en deuil **Hadj Moumene Ahmed n'est plus**

El-Houari Dilmî

Le large public sportif dans la capitale du Sersou est en deuil. L'une des figures de proue du mouvement sportif local, Hadj Moumene Ahmed est décédé, mardi après-midi, à l'hôpital de la ville après une courte maladie.

Ancien benjamin de la JSM Tiaret et supporter attitré d'Ez-Zerga, Hadj Moumene Ahmed était aussi un boxeur de talent ayant réussi à former plusieurs pugilistes de qualité. Ex-président de la Ligue locale de boxe, le défunt était très apprécié par tous les Tiarétiens, tant ses qualités morales, sa bonté et sa générosité de cœur étaient un bel exemple pour les jeunes générations. Un large public a fait le déplacement mercredi au cimetière de Tiaret, pour rendre un hommage, comme il se doit, à l'un des fils les plus dignes de la ville de Tahar Benferhat.



Equipe nationale - U23 **Double confrontation en amical face à la Palestine**

La double confrontation amicale entre l'équipe nationale de football des moins de 23 ans (U23) et la Palestine, se jouera les 22 et 25 mai à Alger, en préparation au tournoi Maurice-Revello (Toulon/France), prévu du 29 mai au 12 juin prochain, a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de football (FAF). Les joueurs convoqués par le sélectionneur Noureddine Ould Ali sont entrés en regroupement au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger) depuis hier,

alors que la fin du stage est fixé au 28 mai, précise la même source. Au tournoi de Toulon, les Algériens évolueront dans le groupe C en compagnie de la Colombie, du Japon, et des Comores. Les « Verts » entameront la compétition le 31 mai face au Japon, avant de défier la Colombie le 3 juin, puis les Comores le 6 juin. La sélection des U23 avait effectué en mars dernier un stage de préparation à l'étranger, ponctué par deux joutes amicales face à son homologue mauritanienne à Nouak-

Ancien défenseur international **Faouzi Mansouri s'étreint à l'âge de 66 ans**



L'ex-latéral gauche international algérien, Faouzi Mansouri est décédé à 66 ans, après une longue lutte contre la maladie, a annoncé mercredi son ancien club, le Montpellier Hérault Sport, sociétaire de la Ligue 1 française de football. Né le 17 janvier 1956 à Menzel Bourguiba, en Tunisie, Mansouri est resté fameux dans les annales du football national pour avoir participé à deux Coupes du monde avec l'Algérie, en 1982 et en 1986. Il compte également parmi « les héros de Gijon », qui avaient offert à l'Algérie une première victoire dans un Mon-

Kitsurf - Compétition nationale **Coup d'envoi demain à Boumerdès**

C'est demain que sera donné le coup d'envoi la compétition nationale de Kitsurf, au niveau du complexe le « Grand Bleu » à Zemmouria (Boumerdès), a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de voile (FAV). Initiée par la commission nationale de Kitsurf de la FAV, présidée par Khaled Farzekoub, cette compétition, qui se prolongera jusqu'au 21 mai, est organisée en étroite collaboration avec la direction de la jeunesse et des sports (DJS) et la Ligue de voile de la wilaya de Boumerdès, précise la même source. 70 athlètes, issus de l'ensemble des wilayas côtières, sont inscrits à cette régate. Les épreuves auront lieu durant les

Cyclisme - Tour d'Algérie **Le programme détaillé de l'édition 2022**

L'édition 2022 du Tour d'Algérie Cycliste se déroulera en sept étapes, du 21 au 27 mai courant, entre Alger et Oran, avec la participation d'un certain nombre d'équipes et de sélections étrangères. Chez les clubs, se sont les Emirats arabes unis qui seront à l'honneur, avec pas moins de trois représentants, à savoir : les équipes de Dubai Police, Al-Shafar Team et Abu Dhabi Cycling Team. Il y aura également la formation saoudienne d'Essalam et son homologue fran-

Programme

- Le 20 mai : Grand Prix de la Ville d'Alger
- Le 21 mai : (1^{re} étape) Prologue Chefchaouen - Blida 7,5 km
- Le 22 mai : (2^e étape) Blida - Chlef 150 km
- Le 23 mai : (3^e étape) Chlef - Mostaganem 129,2 km
- Le 24 mai : (4^e étape) Mostaganem - Oran 106 km
- Le 25 mai : (5^e étape) Oran - Oran 154 km
- Le 26 mai : (6^e étape) Oran - Contre-la-montre individuel 25 km
- Le 27 mai : (7^e étape) Alger - Critérium de la ville d'Alger 78 km (1,3 km x 60).

TF1

20.10 HPI



Série policière - France - 2022
Saison 2 - Episode 3

- Made in France
Avec Audrey Fleurot, Mehdi Nebbou, Bruno Sanches, Marie Denarnaud
Suivie par le Major Lenormand, Morgane doit effectuer un stage sur les bases du métier de policier pour être réintégrée. Alors qu'elle découvre Police Secours, elle répond à une femme signalant un homicide. L'appel a été passé depuis le téléphone portable de Nicole Guerroni, mais cette dernière dit l'avoir perdu.

•2

20.10 Envoyé spécial



Présenté par Élise Lucet

• «Ma deuxième vie de prof» : chaque année, de nombreux Français changent de vie pour embrasser un métier que d'autres abandonnent ou ne veulent pas faire • «Les sacrifiées du sucre» : nombreuses sont les ramasseuses de canne à sucre de la région de Beed, en Inde, à ressentir des maux de ventre et à subir, pour y mettre fin. Quel est donc la cause de ce mal ? Est-il dû aux produits chimiques employés ?

TF1

20.10 Stéréo Club



Présenté par Camille Combal

Ce nouveau divertissement présenté par Camille Combal est l'adaptation française de l'émission américaine «That's My Jam» lancée par le célèbre animateur Jimmy Fallon. Deux équipes composées de personnalités s'opposent lors d'épreuves musicales humoristiques, comme des blind tests et des karaokés spéciaux où ils devront chanter les paroles d'un morceau sur l'air d'un autre.

•2

20.10 Candice Renoir



Série policière - France - 2021
Saison 10 - Episode 1/6

Avec Cécile Bois, Raphaël Lenglet, Ali Marhyar, Yeelem Jappain
Candice Renoir a été touchée par une balle lors d'une intervention. Blessée dans la région du cœur, elle est mise en coma artificiel. En blouse médicale rose, Candice s'observe avec perplexité tel un fantôme. Elle parle aux infirmières mais elles ne l'entendent pas. Dans cet espace entre-deux, elle rencontre Théo, un jeune homme plongé aussi dans le coma à la suite d'un accident de scooter.

3

20.10 Petit paysan



Drame - France - 2017

Avec Swann Arlaud, Sara Giraudeau, Isabelle Candelier, Bouli Lanners

Pierre, trentenaire, a repris l'exploitation agricole familiale dans laquelle il passe tout son temps. Pascale, sa soeur vétérinaire, lui rend visite régulièrement. Un jour, il lui montre une vache qui le préoccupe. Il a peur qu'elle ait contracté la FHD, une maladie contagieuse qui pourrait condamner le troupeau. Mais Pascale n'y croit pas.

**CINE +
FRISSTON**

19.50 Robocop 3



Film de science-fiction - Etats-Unis - 1993

Avec Robert John Burke, Rip Torn, Nancy Allen, John Castle

Dans un futur proche, le gigantesque trust OCP, racheté par un magnat japonais, entend raser les bas quartiers de Detroit pour y construire un complexe immobilier. Mais quelques habitants irréductibles, tel Nikko, un petit génie de l'informatique, refusent de partir. Face à cette résistance inattendue, OCP ordonne au docteur Lazarus de reprogrammer RoboCop, un justicier fait de chair et d'acier.

JEUDI

6

20.10 Top Gun



Film d'action - Etats-Unis - 1986

Avec Tom Cruise, Kelly McGillis, Val Kilmer, Tim Robbins

Le lieutenant Pete Mitchell, dit Maverick, est un pilote de chasse hors pair et une véritable tête brûlée depuis que son père est mort au Vietnam. Il apprend qu'il a été choisi pour suivre une formation de haut niveau dans une célèbre école aéronavale de Californie. Maverick s'y distingue par son esprit d'indépendance au grand dam de son instructeur, le commandant Mike Metcalf, qui a bien connu son père.

RTL 9

19.55 13 fantômes



Film d'horreur - Etats-Unis - Canada - 2001

Avec F. Murray Abraham, Tony Shalhoub, Embeth Davidtz,

Arthur Kriticos, veuf, élève seul ses enfants, Bobby et Kathy, et la petite famille est confrontée à de grosses difficultés financières. Mais un beau jour, Arthur apprend que son oncle Cyrus lui a laissé un héritage sa somptueuse demeure et sa fortune. Il emménage aussitôt avec les enfants et Maggie leur nourrice.

CANAL+

20.10 Halo



Série de science-fiction - Etats-Unis - 2022

Saison 1 - Episode 7/9

- Héritage

Avec Pablo Schreiber, Jen Taylor, Natascha McElhone, Shabana Azmi

Après l'attaque réussie des Covenant sur Eridanus, John et le docteur Halsey mettent au point un plan pour tenter de repérer le second artefact qui se trouve entre les mains de leurs ennemis. Sur Madrigal, Kwan Ha part à la recherche des Mystiques, un groupe de révolutionnaires qui se battaient jadis avec son père.

**CINE +
PREMIER**

19.50 Blade Runner 2049



Film de science-fiction - Etats-Unis - Grande-Bretagne - Canada - Hongrie - Espagne - Mexique - 2017

Avec Harrison Ford, Ryan Gosling, Ana de Armas, Robin Wright

En 2049, longtemps après la chute de la Tyrell corporation rachetée par la société du milliardaire Niander Wallace, de nouvelles versions de répliques, obéissants, ont été créés en série. Seulement, des anciens modèles, Nexus 8, sont toujours en activité.

3

VENDREDI

6

20.10 Romy, femme libre



Romy Schneider a disparu voici 40 ans. Ce documentaire retrace sa vie, et fait le point sur les personnages les plus importants qu'elle a incarnés. Evoluant avec aisance dans le «monde de requins» qu'est le cinéma pour arracher les rôles qu'elle désire, Romy attire l'attention de Claude Sautet, Luchino Visconti, Orson Welles, Otto Preminger. Si elle toujours réfuté l'étiquette féministe, elle a pourtant vécu comme un homme, ce qui était contraire aux mœurs de l'époque.

**CINE +
FRISSTON**

19.50 Tu ne tueras point



Film de guerre - Etats-Unis - Australie - 2016

Avec Andrew Garfield, Vince Vaughn, Sam Worthington, Teresa Palmer

En 1929, dans le Montana, le jeune Desmond est élevé par des parents très pieux. Mais son père, vétéran traumatisé par la Première Guerre mondiale, est également un homme violent. Un jour, après une violente bagarre avec son frère, qui laisse celui-ci inconscient, Desmond fait le voeu de ne plus jamais attenter à la vie humaine.

CANAL+

20.09 Dune



Film de science-fiction - Etats-Unis - Canada - Hongrie - Grande-Bretagne - 2021

Avec Rebecca Ferguson, Oscar Isaac, Timothée Chalamet, Josh Brolin

En 10191, Chani, une Fremen, assiste, comme son peuple, au pillage de sa planète désertique, Arrakis, par les puissants Harkonnen, qui, depuis des années, en extraient la précieuse épice, qui les a rendus extrêmement riches.

**CINE +
PREMIER**

19.50 Skyfall



Film d'action - Etats-Unis - Grande-Bretagne - Turquie - 2012

Avec Daniel Craig, Judi Dench, Javier Bardem, Ralph Fiennes

A Istanbul, James Bond doit récupérer un disque dur où se trouve une liste d'agents infiltrés. Blessé accidentellement par sa coéquipière, il est laissé pour mort et disparaît. La mission ayant échoué, M est mise à la retraite d'office. Alors qu'elle regagne l'immeuble du MI6, une bombe détruit son bureau. Bond sort alors de la clandestinité et regagne Londres.

Affaire du groupe Metidji : ouverture du procès en appel

Le procès en appel dans l'affaire du groupe Metidji, impliquant l'ancien Premier ministre Abdelmalek Sellal, son directeur de cabinet, Mustapha Abdelkrim Rahiel, d'anciens ministres et responsables accusés de corruption, s'est ouvert mercredi à la Cour d'Alger.

Le procès avait été reporté à la demande du collectif de défense, l'un des accusés ayant été hospitalisé. Pour rappel, le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) avait condamné, fin janvier dernier, l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal à 5 ans de prison ferme et l'ancien chef de Protocole à la Présidence de la République, Mokhtar Reguie à 6 ans de prison ferme, alors que l'ancien P-dg du groupe Metidji, Mansour Metidji avait été condamné à 8 ans de prison ferme dans cette affaire.

Une peine de 3 ans de prison ferme a été prononcée à l'encontre de l'ancien directeur de Cabinet du Premier ministre, Mustapha Abdelkrim Rahiel.

L'ancien wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, l'ancien ministre des Transports et des Travaux publics, Abdelghani Zaâlane, et l'ancien chef de cabinet du Premier ministre, Amrani Hafnaoui ont été acquittés.

Les accusés sont poursuivis pour octroi d'indus avantages, financement occulte de la campagne électorale, abus de fonctions et dilapidation de deniers publics.

Près d'un millier de militaires ukrainiens se sont rendus



Le ministère russe de la Défense a annoncé mercredi que 959 militaires ukrainiens, retranchés sur le site sidérurgique d'Azovstal de Marioupol, se sont rendus depuis lundi. "Au cours des dernières 24 heures 694 combattants, dont 29 blessés, se sont constitués prisonniers. Depuis le 16 mai, 959 combattants dont 80 blessés se sont constitués prisonniers", a indiqué le ministère dans un communiqué.

Selon la même source, 51 d'entre eux ont été hospitalisés à Novoazovsk, localité sous contrôle des Russes et de leurs alliés séparatistes. Le ministère n'a donné aucune indication quant au sort qu'il réservait à ces prisonniers, alors que les autorités russes ont indiqué à maintes reprises qu'elles ne considéraient pas au moins une partie d'entre eux comme des soldats mais comme des combattants néo-nazis. Les autorités ukrainiennes veulent elles organiser un échange de prisonniers de guerre.

Ces militaires ukrainiens étaient retranchés dans les galeries souterraines de l'immense aciéries d'aciérie Azovstal, devenant un symbole international de la résistance à l'offensive russe lancée le 24 février.

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information

La Russie expulse des dizaines de diplomates européens



La Russie a annoncé mercredi d'expulser des dizaines de diplomates français, italiens et espagnols, en représailles aux expulsions similaires de diplomates russes décidées dans la foulée de l'offensive russe en Ukraine, suscitant les protestations des capitales européennes. Au total, 34 diplomates français doivent quitter la Russie d'ici deux semaines,

alors que 27 diplomates espagnols - "collaborateurs de l'ambassade d'Espagne à Moscou et du consulat général d'Espagne à Saint-Pétersbourg" - ont eux sept jours pour quitter le pays, a indiqué la diplomatie russe.

La Russie a également décidé d'expulser 24 diplomates italiens en mesure de représailles, a déclaré la porte-parole de la diplomatie russe.

Maria Zakharova aux agences de presse russes, avant même que l'ambassadeur italien ne soit arrivé au ministère des Affaires étrangères pour sa convocation.

La France avait annoncé en avril l'expulsion de 41 diplomates russes, précisant que la sanction s'inscrivait dans "une démarche européenne".

Accident d'avion en Chine : des données suggèrent un acte délibéré

Les données récupérées après l'accident meurtrier d'un Boeing 737-800 en Chine indiquent qu'une personne dans le cockpit a délibérément causé la catastrophe, affirme mardi le Wall Street Journal en citant des personnes au fait d'une évaluation préliminaire.

L'avion de la compagnie China Eastern, reliant les villes de Kunming et Canton, s'était écrasé dans un flanc de montagne le 21 mars dans la province du Guangxi (sud) après une chute inexplicable de plusieurs milliers de mètres en à peine quelques minutes. Les informations d'une boîte noire retrouvée après le crash suggèrent qu'une personne a activé les commandes ayant provoqué la descente, selon le quotidien économique qui cite des personnes informées d'une évaluation préliminaire effectuée par des responsables américains.



L'Administration chinoise de l'aviation civile (CAAC) est officiellement en charge de l'enquête.

Dans un communiqué fin

avril, elle a indiqué avoir préparé un rapport préliminaire sans apporter de détails sur ce qui avait pu provoquer l'accident, qui a tué 132 personnes.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LA FEMME ET LE RÉAJUSTEMENT DES ORDRES ÉTABLIS

Les sempiternels discours sur l'inégalité des sexes dans le monde du travail ne s'arrêtent pas. Une rencontre nationale tenue sur le sujet cette semaine à Alger revient sur l'impossibilité faite par les hommes à la gent féminine d'occuper des postes de responsabilité. Le débat ne bénéficie que peu d'égards pour la réalité architecturale de la société et ne tient que peu compte de la visible révolution qui s'opère en son sein.

On persiste toujours à utiliser une vieille balance usée pour opposer les femmes et les hommes pour continuer à accorder aux mâles la prédominance d'un pouvoir surfaît alors que dans tous les secteurs névralgiques l'empreinte féminine est flagrante à vue d'œil. L'école, la santé, la justice reposent majoritairement sur le

dos des Algériennes depuis des décennies prétant à démontrer un certain effacement des hommes de plus en plus vaste. Dès lors, les auréoles de la masculinité se diluent à un rythme implacable laissant dire les mauvaises langues que la denrée humaine masculine a disparu. Ce n'est là qu'un juste réajustement des ordres établis tant il est vrai que le vrai pouvoir a toujours été entre les mains des femmes depuis l'éternité. Quant à la prise en charge des postes de responsabilité, l'essentiel n'est pas dans l'habit de ceux qui les assument mais dans le sérieux et

la rigueur de ceux et celles qui les endossent. Prétendre que la femme est déconsidérée est l'emprunt d'une fausse piste, car tout indique en tout lieu qu'elle a fini par redorer le sens de la responsabilité.

A l'heure actuelle, les femmes algériennes démontrent avec une grande diligence et une volonté spectaculaire qu'elles tendent à prendre une sérieuse avance sur les hommes non pas au nom d'une quelconque revanche sur l'histoire mais pour confirmer que la dernière décision, depuis la nuit des temps, leur est revenue.

Le reste, tout le reste n'est que littérature et bavardage car leurré, l'homme a en permanence prétendu que l'autorité lui a été léguée par la divinité alors que c'est la femme qui donne la vie.

Iran : quatre morts et sept blessés lors d'une prise d'otage



Au moins quatre personnes, dont l'assaillant, ont été tuées et sept autres blessées mercredi lors d'une prise d'otage au siège d'une fondation liée à l'Etat dans l'ouest de l'Iran, ont indiqué des sources officielles. "Un homme de 37 ans, membre de la Fondation des déshérités dans la ville d'Ilam, est entré dans une pièce avec une Kalachnikov et deux grenades", a indiqué à la télévision d'Etat le chef de la police de la province, le général Delavar Alqassi-Mehr.

L'assaillant "a pris en otage des membres du personnel, a commencé à tirer et fait exploser une grenade, tuant trois personnes, dont deux femmes, et en blessant sept", a-t-il ajouté. Le bilan pourrait s'alourdir, quatre des blessés se trouvant dans un "état critique", a précisé M. Alghassi-Mehr. L'agresseur avait des "motifs personnels" et s'est suicidé sur place, a indiqué l'agence officielle Irna.

Rencontre annoncée entre les ministres des AE iranien et saoudien

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Hussein Amir Abdollahian, devrait rencontrer son homologue saoudien Faisal bin Farhan dans la capitale irakienne, Bagdad, a annoncé le député iranien Jawad Karimi Al-Qudsi. Cité par des médias iraniens, Al-Qudsi a déclaré que "dans un avenir proche, une réunion aura lieu entre notre ministre des Affaires étrangères Hussein Abdollahian et le ministre saoudien des Affaires étrangères Faisal bin Farhan dans la capitale irakienne, Bagdad".

Il a poursuivi : "au cours de la réunion, les questions bilatérales, l'ouverture d'ambassades et les questions régionales seront discutées". Le responsable iranien n'a pas fourni d'informations sur la date de la rencontre prévue entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays.